

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2936

[C — 2010/27187]

**8 JUILLET 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux critères d'éligibilité et à la procédure d'approbation des activités de projet dans le cadre de la mise en œuvre des mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, notamment l'article 15;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 juin 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juillet 2010;

Vu l'avis n° 47.447/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la Directive 96/61/CE du Conseil;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les activités de projet font l'objet d'une approbation par l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, ci-après dénommée l'Agence, selon les modalités fixées par le présent arrêté.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'approbation est adressée à l'Agence par voie électronique et par écrit. Elle contient les documents énumérés à l'annexe 1<sup>re</sup>.

La demande est accompagnée du paiement, par le demandeur, d'un droit de dossier de 364 euros.

Dès la réception de la demande, l'Agence en accuse réception auprès de demandeur en précisant les délais d'instruction. Elle précise que l'examen de la demande et le calcul des délais débutent dès la perception du droit de dossier.

§ 2. L'Agence statue sur le caractère complet et recevable de la demande dans les 30 jours de la perception du droit de dossier. Si l'Agence n'a pas notifié au demandeur de décision relative au caractère complet et recevable de la demande dans ce délai, la demande est considérée comme complète et recevable et la procédure est poursuivie.

Si la demande est incomplète, l'Agence envoie au demandeur la liste des documents manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception par l'Agence, sans paiement d'un second droit de dossier.

Une demande est déclarée irrecevable si elle ne relève pas des compétences de la Région ou si elle a été déclarée incomplète à deux reprises. Cette décision n'est pas susceptible de recours selon la procédure définie à l'article 6 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

**Art. 3.** L'Agence approuve uniquement les activités de projet qui répondent aux critères suivants, conformément aux modalités d'exécution du Protocole de Kyoto établies par la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques agissant comme Réunion des Parties, et à la Directive 2003/87/CE :

1° l'activité de projet doit contribuer effectivement à la réalisation des objectifs de développement durable du pays hôte envisagé;

2° le financement de l'activité de projet envisagée n'entraîne pas, au bénéfice de celle-ci, un détournement de l'aide publique au développement dans le cadre des règles discutées à l'Organisation de coopération et de développement économiques et dans le respect des décisions du Conseil exécutif au titre de l'article 12 du Protocole de Kyoto et du Comité de supervision au titre de l'article 6 de ce Protocole;

3° la participation de personnes à une activité de projet doit être compatible avec les orientations, modalités et procédures pertinentes adoptées en vertu de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto;

4° l'activité de projet envisagée n'affecte pas la capacité de la Région et de la Belgique à remplir les obligations qu'elles ont souscrites en vertu d'autres conventions internationales, notamment en vue de la préservation de la biodiversité, de la lutte contre la désertification et de l'appauvrissement de la couche d'ozone;

5° l'activité de projet envisagée ne porte pas une atteinte significative, de manière directe ou indirecte, à l'environnement ou à la santé de la population d'un Etat autre que celui dans lequel il est envisagé de la mettre en œuvre;

6° l'activité de projet envisagée ne porte pas atteinte aux intérêts de la Belgique dans le cadre de ses activités diplomatiques et militaires, ni aux intérêts de la Région dans le cadre de ses relations extérieures;

7° pour toute activité de projet de MOC, le niveau de référence et le plan de surveillance doivent être établis conformément aux lignes directrices des décisions prises sur la base de la CCNUCC ou du Protocole de Kyoto, et doivent être vérifiés par une entité indépendante accréditée. Lorsque l'activité est envisagée sur le territoire de l'Union européenne ou dans des pays ayant signé un traité d'adhésion avec l'Union européenne, le niveau de référence doit être parfaitement compatible avec l'acquis communautaire, y compris les dérogations provisoires prévues dans ce traité d'adhésion;

8° pour une activité de projet de production d'hydroélectricité avec une capacité de production excédant 20 MW, l'activité de projet envisagée respecte pendant la mise en place de l'activité de projet, les critères et lignes directrices visés en annexe 2.

Le Ministre de l'Environnement peut fixer des critères supplémentaires pour l'approbation d'activités de projet.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice du caractère complet et recevable de la demande, l'Agence peut à tout moment, si elle le juge utile, demander au demandeur des compléments d'information ou des documents nécessaires à l'instruction du dossier. Dans ce cas, le délai de quatre mois visé au § 2 est prolongé de deux mois.

§ 2. La décision d'approbation d'une activité de projet est notifiée au demandeur et au secrétariat de la Commission nationale Climat dans un délai de quatre mois à compter de la décision rendue sur le caractère complet et recevable de la demande ou, à défaut, à compter du dernier jour imparti pour notifier cette décision au demandeur.

En l'absence d'une décision d'approbation dans ce délai, la demande est réputée rejetée.

§ 3. Dès la réception, par l'Agence, de la lettre d'approbation signée par le Président de la Commission nationale Climat, l'Agence notifie celle-ci au demandeur.

**Art. 5.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 juillet 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

---

#### ANNEXE 1<sup>re</sup>. — Demande d'approbation d'activité de projet

##### Contenu minimum de la demande

Dans le cas d'une activité de projet MDP ou MOC, la demande d'approbation contient :

1° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et le domicile du ou des demandeurs et, le cas échéant, de leur mandataire;

2° Le projet du document de projet (PDP) tel que rendu public par le secrétariat de la CCNUCC;

3° Une déclaration du demandeur dont il ressort que la participation à l'activité de projet correspond entièrement aux lignes directrices, conditions d'exécution et procédures, conformément à la CCNUCC, au Protocole de Kyoto et à la réglementation wallonne;

4° La lettre d'approbation, délivrée par l'autorité nationale désignée ou le point de contact du pays hôte;

5° Le rapport de validation de l'activité de projet ou le rapport de détermination de l'activité de projet, tel que rendu public par le secrétariat de la CCNUCC ou, lorsque le rapport n'a pas encore été rendu public, une version provisoire du rapport;

6° Une déclaration écrite de tous les participants au projet, dans laquelle ils confirment que le demandeur sera ajouté à la liste des participants au projet, si le demandeur ne figure pas au projet du document de projet en tant que participant au projet.

Le dossier comporte également, pour les activités mises en œuvre sur le territoire de la Région wallonne, l'engagement du demandeur de faire vérifier par un tiers dans les conditions définies par la réglementation wallonne, durant la période de l'agrément, la réduction effective des émissions résultant de l'activité de projet, précisant :

1° les dates prévisionnelles de remise des rapports de vérification des réductions effectives des émissions résultant de l'activité de projet;

2° les dates prévisionnelles des demandes de délivrance des unités de réduction d'émission résultant de l'activité de projet.

Dans le cas d'un projet de production d'hydroélectricité d'une capacité de plus de 20 MW, la demande d'approbation contient en outre un rapport de conformité selon le modèle fixé en annexe 3.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juillet 2010 2010 relatif aux critères d'éligibilité et à la procédure d'approbation des activités de projet dans le cadre de la mise en œuvre des mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Namur, le 8 juillet 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

---

#### ANNEXE 2. — Critères et lignes directrices devant être respectés pendant la mise en place d'activités de projet de production d'hydroélectricité avec une capacité de production excédant 20 MW

##### 1. Champ d'application

1.1. Le présent arrêté s'applique à toutes les activités de projets hydroélectriques d'une capacité de production excédant 20 MW, qu'un barrage soit ou non impliqué dans le projet et quelle que soit la taille du barrage.

1.2. Lorsqu'elle approuve des activités de projet, l'Agence doit s'assurer que tout projet impliquant des installations de production d'énergie hydroélectrique d'une capacité excédant 20 MW est conforme aux dispositions du présent arrêté pendant sa mise en place.

1.3. En cas d'améliorations et d'extensions d'installations existantes, le présent arrêté ne s'applique que si l'activité de projet MDP/MOC faisant l'objet de la demande porte sur une capacité de production excédant 20 MW. La capacité des installations existantes est sans importance. Ainsi, en cas d'améliorations et d'extensions d'installations existantes, c'est l'amélioration ou l'extension elle-même qui doit excéder 20 MW, sauf si l'installation existante est déjà un projet MDP/MOC.

1.4. Le présent arrêté s'applique aux activités de projets hydroélectriques excédant 20 MW, constituées de deux ou plusieurs projets de taille réduite regroupés en un seul conformément aux règles de regroupement du Conseil exécutif du MDP.

1.5. Au cas où des promoteurs de projet sollicitent l'approbation de plusieurs petites activités de projets hydroélectriques dans un seul DCP, qui s'additionnent à hauteur d'une capacité combinée de 20 MW ou plus, mais sans lien technique ou environnemental entre elles, le présent arrêté ne doit pas être pris en compte.

## 2. Démonstration de la conformité

2.1. L'activité de projet doit respecter, selon l'article 11b(6) de la Directive 2003/87/CE, les « critères et lignes directrices internationaux pertinents, y compris ceux contenus dans le rapport de novembre 2000 de la Commission mondiale des barrages : « Barrages et Développement – Un nouveau cadre pour la prise de décisions ». Les lignes directrices de la CMB ont été conçues de façon à refléter les meilleures pratiques en matière d'évaluation de durabilité. En tant que tel, le rapport CMB peut être considéré comme un reflet fidèle des « critères et lignes directrices internationaux pertinents », sans préjudice de la possibilité de considérer également d'autres critères et lignes directrices pertinents dans le futur, si ceux-ci sont acceptés conjointement par les Etats membres.

2.2. Les entités qui sollicitent l'approbation d'un projet par l'Agence doivent fournir les preuves établissant la conformité du projet aux exigences du présent arrêté.

2.3. En vue de démontrer la conformité d'un projet au présent arrêté, son promoteur doit remettre un rapport de conformité distinct des documents de la demande d'approbation.

2.4. Le rapport de conformité (fondé sur des documents, des visites et interviews et respectant la structure du modèle de rapport de conformité en annexe 3) peut être établi par un des participants au projet ou par un tiers pour le compte du participant (un expert/consultant externe ou une entité opérationnelle désignée (EOD)).

2.5. Le rapport de conformité doit être validé par une Entité opérationnelle désignée (EOD) ou une Entité indépendante accréditée (EIA) habilitée pour ce champ d'application sectoriel particulier, ou un autre tiers indépendant qualifié accepté par la Région, dénommée ci-après « Entité validatrice indépendante ».

2.6. La décision finale sur la conformité du projet est prise par l'Agence.

2.7. La « mise en place d'un projet » comprend les étapes suivantes :

- évaluation des besoins et alternatives,
- préparation du projet, et
- mise en œuvre du projet.

Les normes de qualité définies dans le rapport de novembre 2000 de la Commission mondiale des Barrages (CMB) : « Barrages et Développement – Un nouveau cadre pour la prise de décisions » ne peuvent être vérifiées qu'à un stade plus avancé de la mise en place du projet, après l'évaluation des besoins et alternatives. Dès lors, une lettre d'approbation ne peut être délivrée à un grand projet hydroélectrique tel que défini dans le présent arrêté qu'au plus tôt au stade de préparation du projet.

2.8. En phase de mise en œuvre, la conformité est censée respectée lorsque des mesures d'atténuation et de compensation ont été mises en place et contrôlées et que, dans la mesure du possible, des plans de mise hors service ont été élaborés.

2.9. Lorsqu'un projet est en phase de préparation ou de mise en œuvre, une lettre d'approbation peut être délivrée par l'Agence, assortie d'exigences parallèles en matière de contrôle de la mise en œuvre des mesures de compensation et autres engagements.

## 3. Contenu du « rapport de conformité »

3.1. Le modèle de rapport de conformité fixé en annexe 3 établit un standard pour la présentation des informations requises afin de confirmer que les critères et lignes directrices ont été respectés pendant la mise en place des activités de projet.

3.2. Le rapport de conformité inclut un engagement souscrit par une Entité validatrice indépendante déclarant que, selon son évaluation, le projet respecte les sept priorités stratégiques énoncées dans le rapport de novembre 2000 de la Commission mondiale des Barrages : « Barrages et Développement – Un nouveau cadre pour la prise de décisions ».

3.3. La complexité et le niveau de détail du rapport de conformité doivent être proportionnels à l'échelle du projet et de ses impacts.

Les exigences quant au degré d'approfondissement et à l'étendue du rapport doivent être proportionnelles aux caractéristiques du projet en question. Par exemple, un projet de centrale au fil de l'eau de 20 MW qui n'implique aucune réinstallation de population, requiert beaucoup moins d'attention qu'un projet de barrage de 1 000 MW avec vaste réservoir et réinstallation de 5 000 personnes.

3.4. Le rapport de conformité est basé sur le Chapitre 8 des recommandations de la CMB, qui consiste en sept priorités stratégiques de bonne pratique.

3.5. En vue de la validation, le promoteur du projet doit fournir à l'Entité validatrice indépendante des preuves objectives, présentées conformément aux meilleures pratiques d'audit. Les meilleures pratiques pour la préparation d'un rapport de conformité et l'établissement d'une déclaration légale de conformité impliquent :

- Interviews et implication du public : des interviews doivent être organisés dans la mesure du possible. La documentation clé (p. ex. évaluations d'impact social et environnemental) doit être rendue publique/mise à disposition des parties prenantes pertinentes comme le propriétaire du projet, les conseillers techniques, les autorités locales pertinentes et les populations affectées.

- Observation du site : ceci suppose l'étude de l'emplacement physique et des autres activités liées à la construction et à la gestion de l'activité de projet hydroélectrique. Les observations du site sont à mener dans le but de confirmer ce qui est proposé et approuvé dans les documents de conception de projet et ce qui est affirmé par les EOD/PFD/entités validatrices indépendantes dans le rapport de conformité sur base d'une analyse des documents.

- Examen critique des documents : celui-ci est essentiel pour l'évaluation de documents tels que :
  - l'évaluation des incidences sur l'environnement;
  - tout autre matériel étayant les informations listées en section D du DCP et l'approbation par l'autorité pertinente en matière d'environnement;
  - les documents relatifs à la planification (p. ex. études de faisabilité);
  - les documents d'évaluation des alternatives;
  - les documents relatifs à la consultation des parties intéressées.

3.6. Le cas échéant, d'autres documents peuvent être requis tels que plans de compensation, de réinstallation, de développement et de financement. S'il s'avère impossible de réunir toute la documentation requise, une visite du site est nécessaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juillet 2010 relatif aux critères d'éligibilité et à la procédure d'approbation des activités de projet dans le cadre de la mise en œuvre des mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Namur, le 8 juillet 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

ANNEXE 3 — Rapport de conformité aux activités de projets hydroélectriques excédent 20 MW

Section 1<sup>re</sup>. — Description du projet

1 : Brève description de l'activité de projet MDP	Veuillez compléter
Nom du projet	
Numéro ID du projet	
Site du projet	
Nom du cours d'eau	
Date de dépôt du rapport de conformité	
<b>1.1. Zone du projet</b>	
1. Description du bassin fluvial : - Frontières politiques et administratives - Communautés installées sur le bassin versant - Principaux modèles d'utilisation des terres - Modifications existantes et prévues du débit fluvial - Ruissellement annuel moyen (m <sup>3</sup> )	
2. Débit fluvial annuel moyen (m <sup>3</sup> /s)	
3. Ruissellement fluvial annuel moyen avant et après la mise en œuvre du projet (m <sup>3</sup> )	
4. Citez brièvement les impacts que d'autres projets hydrauliques ont eu sur le bassin versant dans les 50 km aux alentours (aucun impact, impact, impact significatif imputable à d'autres activités).	
5. Description de la valeur écologique des alentours (forêts, terres cultivées, terres en friche, sites appartenant au patrimoine culturel, etc.)	
<b>1.2. Activités connexes au projet</b>	
1. Type d'infrastructure hydraulique (p. ex. réservoir de stockage, centrale au fil de l'eau, etc.)	
2. Infrastructures connexes construites dans le cadre du projet (p. ex. routes, lignes de transport d'électricité, ponts)	
3. Capacité de production installée (MW)	
4. Facteur de charge énergétique	
5. Moyenne annuelle de production d'énergie (MWh)	
6. Quel est le rôle du projet dans l'approvisionnement national/régional en électricité (charge de base, charge en pointe, équilibrage des charges sur le réseau, soutien aux renouvelables intermittents, etc. ?	
7. Estimation du potentiel annuel de réduction d'émissions (tCO <sub>2</sub> e)	

1 : Brève description de l'activité de projet MDP	Veillez compléter
8. A quel stade est la construction du projet au moment de cette demande ?	
9. Quelles sont les autres finalités directes poursuivies par le projet (irrigation, contrôle des inondations, réserve d'eau comme protection contre la sécheresse, transport fluvial, infrastructures de loisirs, aquaculture, approvisionnement en eau des communes et des industries, etc.) ?	
<b>1.3. Composantes du projet</b> <b>Débit d'eau : structures et modifications</b>	
1. Capacité de production – zone submergée (W/m <sup>2</sup> )	
2. Structure de rétention/de retardement (le cas échéant)	
3. Type de canaux de dérivation des eaux	
4. Longueur des canaux de dérivation des eaux	
5. Type de prise d'eau	
6. Réservoir (le cas échéant)	
7. Hauteur du barrage (depuis les fondations)	
8. Longueur de la crête	
9. Superficie du réservoir au niveau d'eau moyen	
10. Capacité totale du réservoir (m <sup>3</sup> )	
11. Longueur de la retenue	
12. Zone submergée totale	
13. Zone résidentielle submergée	
14. Zones agricoles/zones de pâtures submergées	
15. Nombre d'habitants déplacés	
16. Capacité de production/zone submergée (W/m <sup>2</sup> )	

Section 2. — Evaluation de la conformité aux critères CMB

Veillez compléter ce formulaire par des explications détaillées pour chaque point. Si un critère n'est pas pertinent pour le projet, expliquez pourquoi.

CRITERES			
1. Obtenir l'accord du public	Description	Sources (1)	Evaluation par l'Entité validatrice
<b>1.1. Consultation des parties impliquées</b> 1. Décrivez comment ont été identifiées les parties concernées par le projet. 2. Certaines de ces personnes font-elles parties d'un groupe de minorité, en particulier des populations indigènes et, si oui, quels efforts spécifiques ont-ils été fournis pour identifier leurs besoins et y répondre ? 3. Combien de personnes faudra-t-il réinstaller à la suite du projet ? 4. Populations réinstallées/production annuelle d'énergie (nombre/GWh). 5. Combien de personnes ont-elles été affectées autrement par le projet (p. ex. via une perte de terres, une baisse de productivité ou des ressources de pêche ou de chasse etc.) ?			
(1) Par ex. : documentation de processus, identification de problèmes et parties impliquées et, stratégies de consultation, planification des ressources, plans de compensation, horaires, partage d'informations, accords écrits avec les acteurs concernés, enregistrements d'interviews, résultats d'enquête/sondages, procès-verbaux des réunions d'un Forum des Stakeholders, documentation de projet, évaluation des incidences sur l'environnement (EIE), documents locaux d'urbanisme, permis et accords du gouvernement et des autorités locales, description des méthodes utilisées, plans de mise hors service (le cas échéant), autres études connexes d'impact social et environnemental, etc.			

CRITERES			
1. Obtenir l'accord du public	Description	Sources (1)	Evaluation par l'Entité validatrice
<p>6. Décrivez comment les populations locales affectées et les autres parties concernées par le projet ont été informées et impliquées dans le processus décisionnel de construction de la centrale.</p> <p>7. Décrivez comment les populations locales affectées et les autres parties concernées ont été informées des impacts du projet sur leur qualité de vie.</p> <p>8. Comment les communautés locales et indigènes affectées ont-elles participé au processus décisionnel ?</p> <p>9. Comment les impacts économiques et sociaux du projet sur les communautés locales affectées, les populations indigènes et/ou les autres parties concernées par le projet seront-ils pris en charge ?</p> <p>10. Comment les accords de compensation et de partage des bénéfices répondent-ils aux besoins et droits identifiés des parties concernées affectées négativement par le projet en amont et en aval ?</p> <p>11. Un Forum de Stakeholders a-t-il été organisé avec une large participation des communautés locales (sur base du droit coutumier et national) ? Décrivez le processus et son résultat, ainsi que la réponse du promoteur du projet, des autorités locales et nationales ?</p>			
<p><b>1.2. Transparence</b></p> <p>1. Les documents et information clés du projet (p. ex. évaluations d'impact social et environnemental) ont-ils été rendus publics avant que la décision d'entamer le projet n'ait été prise ?</p> <p>2. Sous quelle forme les documents et information ont-ils été mis à disposition des parties concernées ? S'agissait-il de l'EIE originale ou d'une autre forme, telle qu'une liste des incidences positives et négatives du projet de construction hydraulique.</p> <p>3. Sur le total du nombre de parties concernées, combien ont eu accès aux documents et information clés et ont été impliquées activement ?</p> <p>4. Un accord négocié a-t-il été conclu entre les parties concernées et le(s) propriétaire(s) du projet ? Si oui, est-il accessible au public ?</p>			

**Conclusions de l'Entité validatrice concernant la Priorité 1 :**

2. Evaluation exhaustive des options			
<p><b>2.1 Besoins</b></p> <p>1. Quelle priorité est donnée à l'énergie hydraulique dans la <b>planification nationale en matière de développement ou d'énergie</b> (p. ex. décisions pertinentes du gouvernement) ?</p> <p>2. Quels sont les besoins en énergie hydraulique au niveau local et régional ?</p> <p>3. Quels sont les besoins d'approvisionnement nationaux/régionaux en électricité (charge de base renouvelable, charge en pointe ou équilibrage de charge du réseau, soutien aux renouvelables intermittents) ?</p> <p>4. Décrivez les mesures de garantie en vue d'un accès équitable aux ressources en eau. Comment les projets hydrauliques contribuent-ils à une gestion efficace des ressources ?</p> <p>5. Ce projet hydraulique octroie-t-il des incitants financiers pour le développement d'un projet multi-objectifs ?</p>	a		

<p><b>2.2. Alternatives</b></p> <p>1. Décrivez l'examen des alternatives au projet qui ont été prises en compte (inclure les détails d'études de faisabilité et d'analyses d'options « absence d'action » qui ont été effectuées).</p> <p>2. Les parties concernées ont-elles été impliquées dans l'identification des options ? Décrivez le processus et le résultat de cette implication.</p> <p>3. Quelles sont les principales motivations sous-jacentes du projet choisi et du site retenu (sociales, environnementales, économiques et techniques) ?</p> <p>4. Quelles sont les conséquences d'une absence d'action pour l'environnement au niveau local et global ?</p> <p>5. Au niveau de l'évaluation du projet, décrivez les variantes du projet et types de technologies considérés par comparaison avec l'option retenue.</p>			
<b>Conclusions de l'Entité validatrice concernant la Priorité 2 :</b>			
<p><b>3. Analyse des barrages/projets hydroélectriques existants</b></p>			
<p>1. Pour les projets hydroélectriques avec barrages, veuillez décrire les exigences et procédures nationales de surveillance et de rapport concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'alerte en cas d'urgence,</li> <li>- la gestion des sédiments,</li> <li>- le système de sécurité,</li> <li>- le système de maintenance,</li> <li>- l'impact environnemental,</li> <li>- l'impact social,</li> <li>- la mise en œuvre d'accords de compensation.</li> </ul> <p>2. Pour les projets sans barrage, donnez les détails du système de surveillance permanente du projet (garanties en matière de qualité et d'environnement).</p> <p>3. Comment les problèmes sociaux et environnementaux majeurs pertinents résultant de barrages/projets hydroélectriques existants dans le bassin fluvial ont-ils été pris en compte ?</p> <p>4. Une réglementation nationale a-t-elle été mise en place pour les barrages existants et quelles conclusions peut-on en tirer concernant le respect de celle-ci ?</p> <p>5. La mise en place de mesures de sécurité et de plans d'évacuation fera-t-elle l'objet d'un audit indépendant ?</p>			
<p>6. Dispositions relatives à la maintenance et à la mise hors service</p> <p>Quelles dispositions ont-elles été prises pour la maintenance et la rénovation (p. ex. fonds de maintenance et de rénovation) ?</p>			
<p>Quels arrangements ont-ils été pris pour la mise hors service en fin de vie de la centrale (p. ex. fonds de réserve pour la mise hors service) ?</p>			
<p>Décrivez les dispositions relatives au démantèlement d'urgence et à la mise hors service. Leur flexibilité est-elle suffisante pour s'adapter aux besoins et valeurs dans le futur, y compris les besoins en matière d'écosystème et de restauration des écosystèmes (Recommandation 12) ?</p>			
<p>L'autorisation de mise en place du projet définit-elle les responsabilités et les mécanismes de financement des coûts de mise hors service ?</p>			
<p>Décrivez les facteurs économiques, environnementaux, sociaux et politiques susceptibles de s'opposer à une mise hors service dans le futur, si celle-ci a été reconnue comme la meilleure solution.</p>			

<b>Conclusions de l'Entité validatrice concernant la Priorité 3 :</b>			
<b>4. Préservation des cours d'eau et des moyens de subsistance</b>			
<b>4.1. Taux d'utilisation des eaux (2)</b>			
Taux d'utilisation des eaux (rapport entre débit naturel, eaux destinées à l'agriculture, l'industrie, l'usage domestique...) incluant :			
(2) Taux d'utilisation des eaux : indicateur environnemental se référant au prélèvement d'eau à des fins d'irrigation, d'usage industriel ou domestique... Un taux de 25 % ou supérieur est généralement signe d'une pression sur les ressources en eau. Les activités à forte consommation d'eau affectent sérieusement les réserves d'eau et en conséquence la disponibilité des ressources aquifères. Parmi celles-ci, l'urbanisation, l'industrie et la production agricole sont des activités motrices. L'augmentation de la surface imperméable diminue l'infiltration d'eau et la réalimentation des aquifères.			
1. population du bassin de rivière (106 habitants); 2. débit naturel moyen (km <sup>3</sup> /an); 3. demande (km <sup>3</sup> /an); 4. taux d'utilisation des eaux (%); 5. comparaison de la demande en eau avec le débit annuel moyen; 6. capacité de stockage (km <sup>3</sup> ); 7. consommation d'eau annuelle par type d'utilisateur (hm <sup>3</sup> /an) : agriculture et élevage, usage domestique, usage industriel			
<b>4.2 Evaluation d'impacts</b> ( <i>Nota bene : tant les impacts positifs que négatifs sont à inclure ici.</i> ) Quelles évaluations d'impacts ont-elles été menées et sur base de quelle réglementation ? Décrivez les impacts majeurs dans chacune des catégories suivantes et les mesures d'atténuation en cas d'impact négatif.			
<b>4.2.1. Impacts environnementaux</b> Décrivez les impacts environnementaux du projet (y compris l'impact sur la qualité des eaux (température, oxygène, etc.), les sols, la qualité de l'air, les émissions de GES, la biodiversité, les habitats, le risque d'érosion due aux inondations etc.)			
<b>4.2.2. Evaluation environnementale du débit</b> 1. Décrivez comment le débit minimum garantissant une sécurité environnementale sûre a été déterminé.			
2. Décrivez les mesures prises pour minimiser l'impact lié à la réduction de la rivière affectée.			
3. Décrivez les mesures prises pour le maintien des écosystèmes, des pêcheries de production et autres aquacultures tant en amont qu'en aval.			
4. Décrivez les activités qu'entreprendra le promoteur du barrage avant d'inonder les terres (p. ex. enlèvement de végétation et autres préparations).			
5. Décrivez les autres mesures de compensation pour la prise en charge des impacts environnementaux du projet			
<b>4.2.3. Evaluation de l'impact social</b> 1. Décrivez les impacts sociaux du projet (y compris réinstallation, impacts sur les autres usages des terres ou rivière, p.ex. pêche, agriculture, chasse et utilisation d'autres types de ressources naturelles, y compris les avantages pour les individus et les communautés)			
2. Décrivez tout autre impact identifié sur la santé imputable au projet			
3. Décrivez l'impact sur le patrimoine culturel ou religieux			
4. Décrivez les clauses en matière de responsabilité garantissant la mise en œuvre des mesures prévues.			



5. Le projet est-il planifié de façon responsable pour garantir la durabilité des moyens de subsistance et de l'environnement ?			
<b>4.3 Impacts cumulés</b>			
Décrivez l'impact cumulé de toutes les structures hydrologiques existant dans le bassin fluvial à l'aide de variables telles que : 1. régimes de débit, 2. quantités d'eau 3. productivité, 4. qualité des eaux, composition en espèces des différentes rivières faisant partie du bassin fluvial			
Conclusions de l'Entité validatrice concernant la Priorité 4 :			
5. Reconnaissance des droits et partage des avantages			
Des plans d'action d'Atténuation, de Réinstallation et de Développement (le cas échéant – y compris les ensembles de mesures de compensation <b>proportionnées</b> ) ont-ils été mis en place ? Détaillez : 1. Démontrez que la construction de la centrale n'a pas entraîné une détérioration des conditions de vie des résidents locaux et des familles réinstallées. 2. Des accords de compensation et de partage des avantages ont-ils été prévus en consultation avec les groupes affectés ? 3. Sur quelles normes les mesures ont-elles été basées ? (p. ex. normes nationales ou autres) 4. Les populations affectées ont-elles été satisfaites des ensembles de mesures de compensation ? 5. <b>Avantages</b> pour les populations affectées (individus et communautés) : en quoi le projet améliorera-t-il les moyens de subsistance des populations locales et indigènes affectées ?			
Conclusions de l'Entité validatrice concernant la Priorité 5 :			
<b>6. Assurer le respect des normes</b>			
<b>6.1. Mesures en vue du respect des normes</b>			
1. Comment sera assuré le respect des lois, règlements, recommandations et accords (y compris accords de réinstallation et de compensation) pertinents ? 2. Les accords de compensation sont-ils légalement contraignants – via des conventions, des actes administratifs ou d'autres garanties ? 3. Le coût des mesures de compensation est-il inclus dans le plan financier ? 4. Le promoteur du projet exploite-t-il déjà d'autres centrales hydroélectriques ? Si oui, des conflits ont-ils déjà surgi entre le promoteur et les parties concernées relativement à la mise en place, l'exploitation et les mesures compensatoires liées à ces projets ? Si oui, décrivez les causes du conflit et comment il a été résolu.			
<b>6.2. Contrôle et évaluation pendant la période d'octroi des crédits</b>			
1. Décrivez les conditions mises en place pour le contrôle des impacts environnementaux et socio-économiques du projet. 2. Quelles dispositions ont été prises pour s'assurer de la mise en place et du contrôle (par ex. auditeur ou panel d'auditeurs indépendant, self-audit, etc.) des mesures non encore mises en œuvre au moment de la validation ?			
Conclusions de l'Entité validatrice concernant la Priorité 6 :			
<b>7. Partage des cours d'eau pour la paix, le développement et la sécurité</b>			

Le projet a-t-il des impacts transfrontaliers ? – Si oui, donnez le détail du (des) accord(s) entre les pays concernés, en tenant compte des recommandations internationales sur les projets hydrauliques transfrontaliers et décrivez comment cet aspect affecte le projet.			
<b>Conclusions de l'Entité validatrice concernant la Priorité 7 :</b>			
<b>Evaluation par l'Entité validatrice de la manière dont le projet respecte les sept priorités stratégiques définies dans le rapport de novembre 2000 de la Commission mondiale des barrages : « Barrages et Développement – Un nouveau cadre pour la prise de décisions »</b> Nom : Fonction : Coordonnée : Société/entité validatrice : Date de validation du rapport de conformité :			

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juillet 2010 relatif aux critères d'éligibilité et à la procédure d'approbation des activités de projet dans le cadre de la mise en œuvre des mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Namur, le 8 juillet 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 2936

[C – 2010/27187]

**8. JULI 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zulässigkeitskriterien und das Verfahren zur Genehmigung der Projektaktivitäten im Rahmen der Durchführung der Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen, insbesondere des Artikels 15;

Aufgrund des am 30. Juni 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. Juli 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 14. Dezember 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 47.447/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG des Rates;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Projektaktivitäten sind Gegenstand einer Genehmigung durch die «Agence wallonne de l'air et du climat» (Wallonische Luft- und Klimaagentur), nachstehend die Agentur genannt, gemäß den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Modalitäten.

**Art. 2** - § 1. Der Genehmigungsantrag wird auf elektronischem Weg und schriftlich an die Agentur gerichtet. Er enthält die in der Anlage 1 angeführten Unterlagen.

Dem Antrag wird die vom Antragsteller durchgeführte Zahlung der Bearbeitungsgebühr von 364 Euro beigelegt.

Ab dem Erhalt des Antrags bestätigt die Agentur diesen bei dem Antragsteller, indem sie ihm die Untersuchungsfristen angibt. Sie teilt ihm mit, dass die Untersuchung des Antrags und die Berechnung der Fristen ab der Einziehung der Bearbeitungsgebühr beginnen.

§ 2. Die Agentur befindet innerhalb von 30 Tagen ab der Einziehung der Bearbeitungsgebühr über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags. Wenn die Agentur dem Antragsteller nicht innerhalb dieser Frist den Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zugestellt hat, wird dieser als vollständig und zulässig betrachtet und das Verfahren wird fortgesetzt.

Wenn der Antrag unvollständig ist, übermittelt die Agentur dem Antragsteller die Liste der fehlenden Unterlagen und teilt ihm mit, dass das Verfahren ab deren Eingang bei der Agentur wieder aufgenommen wird, ohne dass eine zweite Bearbeitungsgebühr zu zahlen ist.

Ein Antrag wird für unzulässig erklärt, wenn er nicht in den Zuständigkeitsbereich der Region fällt oder wenn er zweimal hintereinander für unvollständig erklärt worden ist. Gegen diesen Beschluss kann laut Artikel 6 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen kein Einspruch erhoben werden.

**Art. 3** - Die Agentur genehmigt lediglich die Projektaktivitäten, die gemäß den von der als Tagung der Vertragsparteien agierenden Konferenz der Vertragsparteien zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen festgelegten Durchführungsmodalitäten des Kyoto-Protokolls und gemäß der Richtlinie 2003/87/EG den folgenden Kriterien entsprechen:

1° die Projektaktivität muss tatsächlich zur Verwirklichung der Zielsetzungen des in Aussicht genommenen Gastlandes in Sachen nachhaltige Entwicklung beitragen;

2° die Finanzierung der in Aussicht genommenen Projektaktivität bewirkt zugunsten Letzterer keine Umleitung der öffentlichen Entwicklungsbeihilfen im Rahmen der bei der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung besprochenen Regeln und unter Beachtung der Beschlüsse des Exekutivrates im Sinne von Artikel 12 des Kyoto-Protokolls und des Aufsichtsausschusses im Sinne von Artikel 6 dieses Protokolls;

3° die Beteiligung von Personen an einer Projektaktivität muss mit den Orientierungen, Modalitäten und einschlägigen Verfahren, die aufgrund der UNFCCC und des Kyoto-Protokolls angenommen worden sind, vereinbar sein;

4° die in Aussicht genommene Projektaktivität beeinträchtigt nicht die Fähigkeit der Region und Belgiens, den Verpflichtungen nachzukommen, die sie aufgrund anderer internationalen Abkommen eingegangen sind, insbesondere im Hinblick auf die Erhaltung der biologischen Vielfalt, die Bekämpfung der Desertifikation und den Abbau der Ozonschicht;

5° die berücksichtigte Projektaktivität schadet nicht auf eine bedeutsame Weise, direkt oder indirekt, der Umwelt oder der Gesundheit der Bevölkerung eines Staates, der nicht der Staat ist, in dem ihre Durchführung berücksichtigt wird;

6° die in Aussicht genommene Projektaktivität schadet weder den Interessen Belgiens im Rahmen seiner diplomatischen und militärischen Aktivitäten, noch den Interessen der Region im Rahmen ihrer Außenbeziehungen;

7° für jede JI-Projektaktivität müssen das Referenzszenarium und der Überwachungsplan gemäß den Leitlinien der auf der Grundlage der UNFCCC oder des Kyoto-Protokolls gefassten Beschlüsse erstellt und von einer unabhängigen beglaubigten Stelle überprüft werden. Wenn die Aktivität auf dem Gebiet der Europäischen Union oder in einem Land, das einen Beitrittsvertrag mit der Europäischen Union unterzeichnet hat, geplant ist, muss das Referenzszenarium völlig mit dem Besitzstand der Gemeinschaft, einschließlich der in diesem Beitrittsvertrag vorgesehenen vorläufigen Abweichungen, vereinbar sein;

8° für eine Projektaktivität im Bereich der Stromerzeugung mittels Wasserkraft mit einer Erzeugungskapazität von mehr als 20 MW genügt die berücksichtigte Projektaktivität während der Einrichtung der Projektaktivität den in der Anlage 2 erwähnten Kriterien und Leitlinien.

Der Minister für Umwelt kann zusätzliche Kriterien zur Genehmigung von Projektaktivitäten festlegen.

**Art. 4** - § 1. Unbeschadet der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags kann die Agentur, wenn sie es für nützlich erachtet, jederzeit von dem Antragsteller zusätzliche Informationen oder Unterlagen verlangen, die für die Untersuchung der Akte erforderlich sind. In diesem Fall wird die in § 2 erwähnte Frist von vier Monaten um zwei Monate verlängert.

§ 2. Der Beschluss zur Genehmigung einer Projektaktivität wird dem Antragsteller und dem Sekretariat der Nationalen Klimakommission innerhalb einer Frist von vier Monaten ab dem über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags abgegebenen Beschlusses oder, mangels dessen, ab dem letzten Tag, der für die Zustellung dieses Beschlusses an den Antragsteller eingeräumt wird, zugestellt.

In Ermangelung eines Genehmigungsbeschlusses innerhalb dieser Frist gilt der Antrag als abgelehnt.

§ 3. Sobald die Agentur das vom Vorsitzenden der Nationalen Klimakommission unterzeichnete Genehmigungsschreiben erhalten hat, stellt sie es dem Antragsteller zu.

**Art. 5** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Juli 2010

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

#### ANLAGE 1 — Antrag zur Genehmigung einer Projektaktivität

##### Mindestinhalt des Antrags

Im Falle einer CDM- oder JI-Projektaktivität enthält der Genehmigungsantrag:

1° Den Namen, den Firmen- oder Gesellschaftsnamen, und die Anschrift des oder der Antragsteller, sowie gegebenenfalls ihres Mandatträgers;

2° Den Entwurf des Projektdokuments (PDP («projet du document de projet»)), wie er vom Sekretariat des UNFCCC veröffentlicht worden ist;

3° Eine Erklärung des Antragstellers, aus der hervorgeht, dass die Beteiligung an der Projektaktivität völlig mit den Leitlinien, den Durchführungsbedingungen und Verfahren, gemäß dem UNFCCC, dem Kyoto-Protokoll und der wallonischen Regelung übereinstimmt;

4° Das Genehmigungsschreiben, das von der ernannten nationalen Behörde oder von der Anlaufstelle des Gastlandes ausgestellt wird;

5° Den Validierungsbericht der Projektaktivität oder den Bestimmungsbericht der Projektaktivität, wie er vom Sekretariat des UNFCCC veröffentlicht worden ist, oder wenn der Bericht noch nicht veröffentlicht wurde, eine vorläufige Fassung des Berichts;

6° Eine schriftliche Erklärung von allen Projektteilnehmern, in der sie bestätigen, dass der Antragsteller auf der Liste der Projektteilnehmer hinzugefügt wird, falls der Antragsteller nicht im Entwurf des Projektdokuments als Projektteilnehmer angeführt wird.

Für die auf dem Gebiet der Wallonischen Region durchgeführten Aktivitäten enthält die Akte ebenfalls die Verpflichtung des Antragstellers, dass er die effektive Verringerung der auf die Projektaktivität zurückzuführenden Emissionen unter den durch die wallonische Regelung festgelegten Bedingungen von einem Dritten überprüfen lässt, und zwar unter Angabe:

1° der voraussichtlichen Daten für die Übermittlung der Prüfungsberichte über die effektive Verringerung der auf die Projektaktivität zurückzuführenden Emissionen;

2° der voraussichtlichen Daten der Anträge auf die Vergabe der sich aus der Projektaktivität ergebenden Emissionsreduktionseinheiten;

Im Falle eines Projekts im Bereich der Stromerzeugung mittels Wasserkraft mit einer Erzeugungskapazität von mehr als 20 MW enthält der Genehmigungsantrag außerdem einen Konformitätsbericht gemäß dem in der Anlage 3 festgelegten Musters.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Juli 2010 über die Zulässigkeitskriterien und das Verfahren zur Genehmigung der Projektaktivitäten im Rahmen der Durchführung der Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Juli 2010

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

---

ANLAGE 2 — Kriterien und Leitlinien, die während der Einrichtung von Projektaktivitäten im Bereich der Stromerzeugung mittels Wasserkraft mit einer Erzeugungskapazität von mehr als 20 MW beachtet werden müssen

1. Anwendungsbereich

1.1. Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf alle Projektaktivitäten im Bereich der Stromerzeugung mittels Wasserkraft mit einer Erzeugungskapazität von mehr als 20 MW, ungeachtet ob ein Staudamm im Projekt mit einbezogen ist oder nicht und ungeachtet des Umfangs des Staudamms.

1.2. Wenn die Agentur Projektaktivitäten genehmigt, muss sie sich vergewissern, dass jedes Projekt, das Anlagen zur Stromerzeugung mittels Wasserkraft mit einer Erzeugungskapazität von mehr als 20 MW mit einschließt, bei seiner Einrichtung mit den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses übereinstimmt.

1.3. Im Falle von Verbesserungen oder Erweiterungen bestehender Anlagen ist der vorliegende Erlass nur anwendbar, wenn sich die CDM/JI-Projektaktivität, die Gegenstand des Antrags ist, auf eine Erzeugungskapazität von mehr als 20 MW bezieht. Die Kapazität der bestehenden Anlagen ist unwichtig. Im Falle von Verbesserungen oder Erweiterungen bestehender Anlagen ist es demnach die Verbesserung oder Erweiterung selbst, die 20 MW überschreiten muss, außer wenn die bestehende Anlage bereits ein CDM/JI-Projekt ist.

1.4. Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Projektaktivitäten im Bereich der Stromerzeugung mittels Wasserkraft mit einer Erzeugungskapazität von mehr als 20 MW, die gemäß den Gruppierungsregeln des Exekutivrates des CDM aus zwei oder mehreren, in einem einzigen Projekt gruppierten Projekten geringen Umfangs bestehen.

1.5. Falls Projektträger die Genehmigung von mehreren kleinen Projektaktivitäten im Bereich der Stromerzeugung mittels Wasserkraft in einem einzigen PDD ersuchen, wobei diese Aktivitäten sich zusammen auf eine kombinierte Kapazität von 20 MW oder mehr summieren, jedoch keinen technischen oder umweltbezogenen Zusammenhang miteinander haben, muss der vorliegende Erlass nicht berücksichtigt werden.

2. Beweisführung der Konformität

2.1. Die Projektaktivität muss gemäß Artikel 11b(6) der Richtlinie 2003/87/EG die «relevanten internationalen Kriterien und Leitlinien beachten, einschließlich derjenigen, die im Bericht von November 2000 der Weltkommission für Staudämme: «Staudämme und Entwicklung: ein neuer Rahmen zur Entscheidungsfindung» enthalten sind». Die Leitlinien der Weltkommission für Staudämme wurden derart konzipiert, dass sie die besten Praktiken in Sachen Beurteilung der Nachhaltigkeit widerspiegeln. Der Bericht der Weltkommission für Staudämme kann als solcher als die getreue Wiedergabe der «relevanten internationalen Kriterien und Leitlinien» betrachtet werden, und zwar unbeschadet der Möglichkeit, zukünftig auch andere Kriterien und Leitlinien zu erwägen, wenn diese gemeinsam mit den Mitgliedstaaten angenommen werden.

2.2. Die Stellen, die die Genehmigung eines Projekts durch die Agentur ersuchen, müssen die Belege vorweisen, die die Konformität des Projekts mit den Anforderungen des vorliegenden Erlasses nachweisen.

2.3. Um die Konformität eines Projekts mit dem vorliegenden Erlass zu beweisen, muss sein Projektträger einen Konformitätsbericht unterbreiten, der von den Unterlagen des Genehmigungsantrags zu unterscheiden ist.

2.4. Der Konformitätsbericht (der sich auf Unterlagen, Besichtigungen und Befragungen stützt und der sich an die Struktur des Musters eines Konformitätsberichts in der Anlage 3 hält) kann von einem Projektteilnehmer oder von einem Dritten für Rechnung des Projektteilnehmers (ein auswärtiger Sachverständiger/Berater oder eine bezeichnete operative Stelle (EOD («Entité opérationnelle désignée»))) erstellt werden.

2.5. Der Konformitätsbericht muss von einer bezeichneten operativen Stelle (EOD) oder von einer unabhängigen beglaubigten Stelle (EIA «Entité indépendante accréditée»), die in diesem besonderen sektoriellen Anwendungsbereich befugt ist, oder von einem anderen, von der Region zugelassenen qualifizierten unabhängigen Dritten, nachstehend «unabhängige validierende Stelle» validiert werden.

2.6. Der Endbeschluss über die Konformität des Projekts wird von der Agentur gefasst.

2.7. Die «Einrichtung eines Projekts» umfasst folgende Etappen:

- Bewertung der Bedürfnisse und Alternativen,
- Vorbereitung des Projekts und
- Durchführung des Projekts.

Die im Bericht von November 2000 der Weltkommission für Staudämme (CMB – «Commission mondiale des barrages») festgelegten Qualitätsnormen: «Staudämme und Entwicklung: ein neuer Rahmen zur Entscheidungsfindung» können nur in einem vorgerückteren Stadium der Einrichtung des Projekts nach der Bewertung der Bedürfnisse und Alternativen überprüft werden. Demnach kann ein Genehmigungsschreiben für ein großes Projekt im Bereich der Stromerzeugung mittels Wasserkraft, wie es in dem vorliegenden Erlass definiert wird, nur frühestens im Stadium der Vorbereitung des Projekts ausgestellt werden.

2.8. In der Phase der Durchführung gilt die Konformität als beachtet, wenn Milderungs- und Ausgleichsmaßnahmen eingesetzt und kontrolliert und im Rahmen des Möglichen Pläne zur Außerbetriebsetzung ausgearbeitet wurden.

2.9. Wenn ein Projekt sich in der Vorbereitungs- oder Durchführungsphase befindet, kann ein Genehmigungsschreiben unter Beifügung paralleler Anforderungen in Sachen Kontrolle der Durchführung der Ausgleichsmaßnahmen und anderer Verpflichtungen von der Agentur ausgestellt werden.

### 3. Inhalt des «Konformitätsberichts»

3.1. In dem in der Anlage 3 festgelegten Muster des Konformitätsberichts wird ein Präsentationsstandard für die geforderten Informationen erstellt, um zu bestätigen, dass die Kriterien und Leitlinien während der Einrichtung der Projektaktivitäten beachtet wurden.

3.2. Der Konformitätsbericht schließt eine von einer unabhängigen validierenden Stelle eingegangene Verpflichtung mit ein, in der erklärt wird, dass das Projekt laut seiner Bewertung die sieben strategischen Prioritäten beachtet, die im Bericht von November 2000 der Weltkommission für Staudämme: «Staudämme und Entwicklung – ein neuer Rahmen zur Entscheidungsfindung» angeführt werden.

3.3. Die Komplexität und der Detailgrad des Konformitätsberichts müssen im Verhältnis zum Maßstab des Projekts und seiner Auswirkungen stehen.

Die Anforderungen betreffend den Ausführlichkeitsgrad und den Umfang des Berichts müssen im Verhältnis zu den Eigenschaften des besagten Projekts stehen. Ein Projekt für ein Laufwasserkraftwerk von 20 MW, das keine Wiederansiedlung einer Bevölkerung voraussetzt, benötigt weitaus weniger Aufmerksamkeit als ein Projekt für einen Staudamm von 1 000 MW mit einem großen Speicher und der Wiederansiedlung von 5 000 Personen.

3.4. Der Konformitätsbericht beruht auf Kapitel 8 der Empfehlungen der Weltkommission für Staudämme, das sieben strategische Prioritäten der guten fachlichen Praxis enthält.

3.5. Im Hinblick auf die Validierung muss der Projektträger der unabhängigen validierenden Stelle objektive Beweise liefern, die gemäß den bestens Betriebsprüfungspraktiken dargeboten werden. Die besten Praktiken für die Vorbereitung eines Konformitätsberichts und die Erstellung einer rechtmäßigen Konformitätserklärung umfassen:

- Unterredungen und Einbeziehung der Öffentlichkeit: Im Rahmen des Möglichen müssen Befragungen organisiert werden. Die wichtigste Dokumentation (z. B. Bewertungen der sozialen und umweltbezogenen Auswirkungen) muss für die relevanten betroffenen Parteien, wie der Eigentümer des Projekts, die technischen Berater, die relevanten lokalen Behörden und die betroffenen Bevölkerungen, veröffentlicht/zur Verfügung gestellt werden.

- Beobachtung des Geländes: Dies setzt die Studie des physischen Standorts und der anderen mit dem Bau und der Bewirtschaftung der Projektaktivität im Bereich der Stromerzeugung mittels Wasserkraft verbundenen Aktivitäten voraus. Die Beobachtungen des Geländes müssen mit dem Ziel erfolgen, zu bestätigen, was in den Projektplanungsdokumenten vorgeschlagen und genehmigt wird und was von den EOD/PFD/unabhängigen validierenden Stellen im Konformitätsbericht auf der Grundlage einer Analyse der Dokumente behauptet wird.

- Kritische Untersuchung der Dokumente: Diese ist ausschlaggebend für die Bewertung von Dokumenten wie z.B.:

- die Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt;

- jedes andere Material zur Bekräftigung der in dem Abschnitt D des PDD aufgelisteten Informationen und der Genehmigung durch die relevante Behörde in Sachen Umwelt;

- die Dokumente bezüglich der Planung (z.B. Durchführbarkeitsstudien);

- die Dokumente für die Bewertung der Alternativen;

- die Dokumente bezüglich der Befragung der betroffenen Parteien.

3.6. Gegebenenfalls können andere Dokumente gefordert werden, wie beispielsweise Ausgleichs-, Wiederansiedlungs- und Finanzpläne. Wenn es sich als unmöglich erweist, die vollständige geforderte Dokumentation zusammenzutragen, ist eine Besichtigung des Geländes notwendig.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Juli 2010 über die Zulässigkeitskriterien und das Verfahren zur Genehmigung der Projektaktivitäten im Rahmen der Durchführung der Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Juli 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

## ANLAGE 3. — Konformitätsbericht für die Projektaktivitäten im Bereich der Stromerzeugung mittels Wasserkraft mit einer Erzeugungskapazität von mehr als 20 MW

## Abschnitt 1. — Beschreibung des Projekts

1: Kurze Beschreibung der CDM-Projektaktivität	Bitte ausfüllen
Bezeichnung des Projekts	
ID-Nummer des Projekts	
Standort des Projekts	
Name des Wasserlaufs	
Datum der Einreichung des Konformitätsberichts	
<b>1.1. Zone des Projekts</b>	
1. Beschreibung des Flussgebiets: - politische und administrative Grenzen - Auf dem Einzugsgebiet angesiedelte Gemeinschaften - Wichtigste Bodennutzungsmodelle - Bestehende und vorgesehene Änderungen der Durchflussmenge des Wasserlaufs - Jahresmittelwert des Abflusses (m <sup>3</sup> )	
2. Jahresmittelwert der Durchflussmenge des Wasserlaufs (m <sup>3</sup> /s)	
3. Jahresmittelwert des Abflusses des Wasserlaufs vor und nach der Durchführung des Projekts (m <sup>3</sup> )	
4. Geben Sie kurz die Auswirkungen an, die andere hydraulische Projekte auf das Einzugsgebiet in einem Umkreis von 50 km gehabt haben (keine Auswirkungen, Auswirkungen, bedeutende Auswirkungen, die auf andere Aktivitäten zurückzuführen sind).	
5. Beschreibung des ökologischen Wertes der Umgebung (Wälder, Ackerland, Brachland, zum Kulturerbe gehörende Standorte, usw.)	
<b>1.2. Mit dem Projekt zusammenhängende Aktivitäten</b>	
1. Art der hydraulischen Infrastruktur (z.B. Sammelbecken, Laufwasserkraftwerk, usw.)	
2. Zusammenhängende Infrastrukturen, die im Rahmen des Projekts errichtet wurden (z.B. Straßen, Stromübertragungsleitungen, Brücken)	
3. Installierte Erzeugungskapazität (MW)	
4. Energiebelastungsfaktor	
5. Jahresmittelwert der Energieerzeugung (MWh)	
6. Welche Rolle spielt das Projekt in der nationalen/regionalen Stromversorgung (Basisbelastung, Spitzenbelastung, Ausgleich der Belastungen auf dem Netz, Unterstützung zu intermittierenden erneuerbaren Energien, usw.)?	
7. Einschätzung des Jahrespotentials der Emissionsverringerung (tCO <sub>2</sub> e)	
8. In welchem Stadium befindet sich der Bau des Projekts zum Zeitpunkt des vorliegenden Antrags?	
9. Welche sind die anderen direkten, vom Projekt verfolgten Ziele (Bewässerung, Kontrolle der Überschwemmungen, Wasserreserve zum Schutz gegen Trockenheit, Binnengewässertransport, Freizeitinfrastrukturen, Aquakultur, Wasserversorgung der Gemeinden und Industrien, usw.)?	
<b>1.3. Bestandteile des Projekts Wasserabfluss: Strukturen und Änderungen</b>	
1. Erzeugungskapazität – Überschwemmungsgebiet (W/m <sup>2</sup> )	
2. Retentions-/Verzögerungsstruktur (gegebenenfalls)	
3. Typ der Wasserableitungskanäle	
4. Länge der Wasserableitungskanäle	
5. Typ der Wasserentnahmestelle	
6. Becken (gegebenenfalls)	
7. Höhe des Staudamms (ab dem Unterbau)	
8. Länge der Dammkrone	
9. Fläche des Beckens bei Mittelwasserstand	

1: Kurze Beschreibung der CDM-Projektaktivität	Bitte ausfüllen
10. Gesamtes Fassungsvermögen des Beckens (m <sup>3</sup> )	
11. Länge des Rückhaltebeckens	
12. Gesamtes überschwemmtes Gebiet	
13. Überschwemmtes Wohngebiet	
14. Überschwemmte Agrargebiete / Beweidungsgebiete	
15. Anzahl der umgesiedelten Einwohner	
16. Erzeugungskapazität / überschwemmtes Gebiet (W/m <sup>2</sup> )	

*Abschnitt 2. — Bewertung der Übereinstimmung mit den Kriterien der Weltkommission für Staudämme*

Füllen Sie dieses Formular mit ausführlichen Erläuterungen für jeden Punkt aus. Wenn ein Kriterium für das Projekt nicht relevant ist, erklären Sie warum.

KRITERIEN			
1. Das Einverständnis der Öffentlichkeit erhalten	Beschreibung	Quellen (1)	Bewertung durch die validierende Stelle
<p><b>1.1. Befragung der betroffenen Parteien</b></p> <p>1. Beschreiben Sie, wie die vom Projekt betroffenen Parteien identifiziert worden sind.</p> <p>2. Gehören manche dieser Personen zu einer Minoritätsgruppe, insbesondere zu den einheimischen Bevölkerungen, und wenn ja, welche spezifischen Bemühungen wurden unternommen, um deren Bedürfnisse zu erkennen und zu erfüllen?</p> <p>3. Wieviel Personen müssen nach Abschluss des Projekts wieder angesiedelt werden?</p> <p>4. Wieder angesiedelte Bevölkerungen/jährliche Energieerzeugung (Anzahl/GWh)</p> <p>5. Wieviel Personen wurden auf eine andere Art und Weise von dem Projekt betroffen? (z.B. durch einen Verlust an Boden, einen Rückgang der Produktivität oder der Fischerei- oder Jagdressourcen usw.)?</p>			
<p>(1) Zum Beispiel: Verfahrensdokumentation, Identifizierung von Problemen und mit einbezogene Parteien und Befragungsstrategien, Planung der Ressourcen, Ausgleichspläne, Zeitpläne, Informationsaustausch, schriftliche Einvernehmen mit den betroffenen Beteiligten, Aufzeichnung von Unterredungen, Untersuchungs-/Umfragenergebnisse, Protokolle von Versammlungen eines Forums der betroffenen Parteien, Projektdokumentation, Bewertung der Umweltverträglichkeit, (EIE – «évaluation des incidences sur l'environnement»), lokale Städtebaudokumente, Genehmigungen und Einverständnisse der Regierung und der lokalen Behörden, Beschreibung der benutzten Methoden, (gegebenenfalls) Außerbetriebsetzungspläne, sonstige zusammenhängende Studien über soziale und umweltbezogene Auswirkungen, usw.</p>			
<p>6. Beschreiben Sie, wie die lokalen betroffenen Bevölkerungen und die anderen, von dem Projekt betroffenen Parteien informiert und in das Entscheidungsverfahren für den Bau des Kraftwerks mit einbezogen wurden.</p> <p>7. Beschreiben Sie, wie die lokalen betroffenen Bevölkerungen und die anderen betroffenen Parteien über die Auswirkungen des Projekts auf ihre Lebensqualität informiert wurden.</p> <p>8. Wie haben die betroffenen lokalen und einheimischen Gemeinschaften an dem Entscheidungsverfahren teilgenommen?</p> <p>9. Wie wird für die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen des Projekts auf die betroffenen lokalen Gemeinschaften, die einheimischen Bevölkerungen und/oder die anderen, von dem Projekt betroffenen Parteien aufgekommen?</p> <p>10. Inwiefern kommen die Ausgleichs- und Gewinnbeteiligungsvereinbarungen den festgestellten Bedürfnissen und Ansprüchen der vor und nach dem Projekt nachteilig betroffenen Parteien entgegen?</p> <p>11. Wurde ein Forum der betroffenen Parteien mit einer weitreichenden Beteiligung der lokalen Gemeinschaften (auf der Grundlage des Gewohnheitsrechts und des nationalen Rechts) organisiert? Beschreiben Sie das Verfahren und seine Ergebnisse, sowie die Antwort des Projektträgers, der lokalen und nationalen Behörden.</p>			

<b>KRITERIEN</b>			
<b>1. Das Einverständnis der Öffentlichkeit erhalten</b>	<b>Beschreibung</b>	<b>Quellen (1)</b>	<b>Bewertung durch die validierende Stelle</b>
<p><b>1.2. Transparenz</b></p> <p>1. Sind die wichtigsten Dokumente und Informationen zum Projekt (z.B. die Bewertungen der sozialen und umweltbezogenen Auswirkungen) veröffentlicht worden, bevor der Beschluss zur Einleitung des Projekts gefasst wurde?</p> <p>2. In welcher Form sind die Dokumente und Informationen den betroffenen Parteien zur Verfügung gestellt worden? Hat es sich um die ursprüngliche Bewertung der Umweltverträglichkeit gehandelt oder um eine andere Form, wie beispielsweise eine Liste der positiven und negativen Auswirkungen des Projekts für den Bau des Kraftwerks?</p> <p>3. Wieviele Personen von der Gesamtheit der betroffenen Parteien hatten Zugang zu den wichtigsten Dokumenten und Informationen und waren aktiv mit einbezogen?</p> <p>4. Wurde zwischen den betroffenen Parteien und dem(den) Eigentümer(n) des Projekts eine freiwillige Vereinbarung abgeschlossen? Wenn ja, ist diese für die Öffentlichkeit zugänglich?</p>			

<b>Schlussfolgerungen der validierenden Stelle betreffend die Priorität 1:</b>			
<b>2. Erschöpfende Bewertung der Optionen</b>			
<p><b>2.1 Bedürfnisse</b></p> <p>1. Welche Priorität wird der Wasserkraft in der nationalen <b>Planung in Sachen Entwicklung oder Energie</b> gegeben (z.B. einschlägige Beschlüsse der Regierung)?</p> <p>2. Welches sind die Bedürfnisse an Wasserkraft auf lokaler und regionaler Ebene?</p> <p>3. Welches sind die nationalen/regionalen Bedürfnisse an Stromversorgung (Basisbelastung, Spitzenbelastung oder Ausgleich der Belastungen auf dem Netz, Unterstützung zu den intermittierenden erneuerbaren Energien)?</p> <p>4. Beschreiben Sie die Garantiemaßnahmen im Hinblick auf einen gerechten Zugang zu den Wasserressourcen. Inwiefern tragen die hydraulischen Projekte zu einer wirksamen Bewirtschaftung der Ressourcen bei?</p> <p>5. Werden durch dieses hydraulische Projekt finanzielle Anreize für die Entwicklung eines Projekts mit mehreren Zielsetzungen gegeben?</p>	a		
<p><b>2.2. Alternativen</b></p> <p>1. Beschreiben Sie die Untersuchung der Alternativen zu dem Projekt, die in Betracht gezogen wurden (unter Miteinschließung der Einzelheiten von Durchführbarkeitsstudien und der Analysen der Optionen «keine Aktion», die durchgeführt worden sind).</p> <p>2. Sind die betroffenen Parteien in der Identifizierung der Optionen mit einbezogen? Beschreiben Sie das Verfahren und das Ergebnis dieser Miteinbeziehung.</p> <p>3. Welches sind die hauptsächlichen tieferliegenden Gründe für die Wahl des Projekts und des in Betracht gezogenen Standorts (sozial, umweltbezogen, wirtschaftlich und technisch)</p> <p>4. Welches sind die Folgen der Option «keine Aktion» für die Umwelt auf lokaler und globaler Ebene?</p> <p>5. Beschreiben Sie hinsichtlich der Bewertung des Projekts dessen Varianten und die in Betracht gezogenen Technologiearten im Vergleich mit der gewählten Option.</p>			



<b>Schlussfolgerungen der validierenden Stelle betreffend die Priorität 2:</b>			
<b>3. Analyse der bestehenden Staudämme/Projekte für ein Wasserkraftwerk</b>			
<p>1. Für die Projekte für ein Wasserkraftwerk mit Staudämmen beschreiben Sie die nationalen Anforderungen und Verfahren zur Überwachung und Berichterstattung betreffend:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- den Alarm im Notfall,</li> <li>- die Bewirtschaftung der Ablagerungen,</li> <li>- das Sicherheitssystem,</li> <li>- das Wartungssystem,</li> <li>- die umweltbezogenen Auswirkungen,</li> <li>- die sozialen Auswirkungen,</li> <li>- die Durchführung der Ausgleichsvereinbarungen.</li> </ul> <p>2. Geben Sie für die Projekte ohne Staudamm die Einzelheiten des Systems der ständigen Überwachung des Projekts an (Garantien in Sachen Umweltqualität).</p> <p>3. Wie sind die hauptsächlich relevanten sozialen und umweltbezogenen Probleme, die auf sich im Flussgebiet befindende Staudämme/Projekte für ein Wasserkraftwerk zurückzuführen sind, berücksichtigt worden?</p> <p>4. Ist für die bestehenden Staudämme eine nationale Regelung eingesetzt worden und welches sind die Schlussfolgerungen, die man aus deren Beachtung ziehen kann?</p> <p>5. Ist die Einsetzung von Sicherheitsmaßnahmen und Evakuierungsplänen Gegenstand eines unabhängigen Audits?</p>			
<p>6. Bestimmungen bezüglich der Wartung und Außerbetriebsetzung</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Welche Vorkehrungen sind für die Wartung und Renovierung getroffen worden (z.B. Wartungs- und Renovierungsfonds)?</li> </ul>			
<p>Welche Vereinbarungen sind für die Außerbetriebsetzung zum Lebensende des Kraftwerks getroffen worden? (z.B. Reservefonds für die Außerbetriebsetzung)</p>			
<p>Beschreiben Sie die Vorkehrungen bezüglich des Abbaus im Notfall und der Außerbetriebsetzung.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ist ihre Flexibilität ausreichend, um sich den zukünftigen Bedürfnissen und Werten, einschließlich der Bedürfnisse in Sachen Ökosystem und Wiederherstellung der Ökosysteme (Empfehlung 12), anzupassen?</li> </ul>			
<p>Werden in der Zulassung zur Einrichtung des Projekts die Verantwortungen und Mechanismen zur Finanzierung der Kosten für die Außerbetriebsetzung festgelegt?</p>			
<p>Beschreiben Sie die wirtschaftlichen, umweltbezogenen, sozialen und politischen Faktoren, die einer zukünftigen Außerbetriebsetzung, wenn diese als die beste Lösung anerkannt wurde, entgegenstehen können.</p>			
<b>Schlussfolgerungen der validierenden Stelle betreffend die Priorität 3:</b>			
<b>4. Erhaltung der Wasserläufe und der Unterhaltsmittel</b>			
<b>4.1. Nutzungsgrad des Wassers (2)</b>			
<p>Nutzungsgrad des Wassers (Verhältnis zwischen dem natürlichen Abfluss, dem für die Landwirtschaft, die Industrie, den häuslichen Gebrauch bestimmten Wasser ...) unter Miteinschließung:</p>			
<p>(2) Nutzungsgrad des Wassers: Umweltindikator, der sich auf die Wasserentnahme zu Bewässerungszwecken, für den industriellen oder häuslichen Gebrauch bezieht ...Ein Nutzungsgrad von 25% oder mehr ist generell das Zeichen eines Drucks auf die Wasserressourcen. Die Aktivitäten mit einem starken Wasserverbrauch beeinträchtigen ernsthaft den Wasservorrat und folglich die Verfügbarkeit von Grundwasservorkommen. Unter diesen Aktivitäten sind der Städtebau, die Industrie und die landwirtschaftliche Erzeugung treibende Aktivitäten. Die Vergrößerung der undurchlässigen Fläche verringert die Versickerung des Wassers und die Anreicherung der Grundwasserleiter.</p>			

<p>1. der Bevölkerung des Flussgebiets (106 Einwohner);                  2. des durchschnittlichen natürlichen Abflusses (km<sup>3</sup>/Jahr);                  3. des Bedarfs (km<sup>3</sup>/Jahr);                  4. des Nutzungsgrads des Wassers (%);                  5. des Vergleichs des Bedarfs an Wasser mit dem jährlichen durchschnittlichen Abfluss;                  6. der Speicherkapazität (km<sup>3</sup>);                  7. des jährlichen Wasserverbrauchs je nach Verbrauchertyp (hm<sup>3</sup>/Jahr): Landwirtschaft und Viehzucht, häuslicher Gebrauch, industrieller Gebrauch</p>			
<p><b>4.2 Bewertung der Auswirkungen</b> (N.B.: sowohl die positiven als auch negativen Auswirkungen sind hier mit einzuschließen)                  Welche Bewertungen der Auswirkungen sind vorgenommen worden und auf der Grundlage welcher Regelung?                  - Beschreiben Sie die hauptsächlichen Auswirkungen in jeder der nachstehenden Kategorien und die Milderungsmaßnahmen im Falle einer negativen Auswirkung.</p>			
<p><b>4.2.1. Umweltauswirkungen</b>                  Beschreiben Sie die Umweltauswirkungen des Projekts (einschließlich der Auswirkungen auf die Qualität des Wassers (Temperatur, Sauerstoff, usw.), den Boden, die Luftqualität, die Gasemissionen mit Treibhauseffekt, die biologische Vielfalt, die Einwohner, die auf Überschwemmungen zurückzuführende Erosionsgefahr usw.)</p>			
<p><b>4.2.2. Umweltauswirkungen des Abflusses</b>                  1. Beschreiben Sie, wie der Mindestabfluss, der eine feststehende Umweltsicherheit gewährleistet, festgelegt worden ist.</p>			
<p>2. Beschreiben Sie die Maßnahmen, die getroffen wurden, um die mit der Senkung des beeinträchtigten Flusses verbundenen Auswirkungen so gering wie möglich zu halten.</p>			
<p>3. Beschreiben Sie die zur Erhaltung der Ökosysteme, der Zuchtfischereien und der anderen Aquakulturen sowohl stromauf- als auch stromabwärts getroffenen Maßnahmen.</p>			
<p>4. Beschreiben Sie die Aktivitäten, die der Bauträger des Staudamms unternimmt, bevor der Boden überschwemmt wird (z.B. Entfernung von Pflanzungen und andere Vorbereitungen).</p>			
<p>5. Beschreiben Sie die anderen Ausgleichsmaßnahmen für die Übernahme der Umweltauswirkungen des Projekts.</p>			
<p><b>4.2.3. Bewertung der sozialen Auswirkungen</b>                  1. Beschreiben Sie die sozialen Auswirkungen des Projekts (einschließlich der Wiederansiedlung, der Auswirkungen auf andere Nutzungen des Bodens oder des Flusses, z.B. Fischerei, Landwirtschaft, Jagd und Verwendung anderer Arten von natürlichen Ressourcen, einschließlich der Vorteile für die einzelnen Personen und Gemeinschaften).</p>			
<p>2. Beschreiben Sie jede sonstige identifizierte Auswirkung auf die Gesundheit, die dem Projekt zuzuschreiben ist.</p>			
<p>3. Beschreiben Sie die Auswirkungen auf das Kultur- und Religionserbe.</p>			
<p>4. Beschreiben Sie die Klauseln in Sachen Verantwortung zur Gewährleistung der Durchführung der vorgesehenen Maßnahmen.</p>			
<p>5. Ist das Projekt in Sachen Verantwortung derart geplant, dass die Nachhaltigkeit der Unterhaltsmittel und der Umwelt gewährleistet ist?</p>			

<b>4.3 Kumulierte Auswirkungen</b>			
Beschreiben Sie die kumulierten Auswirkungen aller im Flussgebiet vorhandenen hydrologischen Strukturen anhand von Merkmalen wie: <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Abflussregime,</li> <li>2. Wassermengen,</li> <li>3. Produktivität,</li> <li>4. Qualität des Wassers, Zusammenstellung nach Arten der verschiedenen zum Flussgebiet gehörenden Flüsse.</li> </ol>			
<b>Schlussfolgerungen der validierenden Stelle betreffend die Priorität 4:</b>			
<b>5. Anerkennung der Rechte und Teilung der Vorteile</b>			
Sind Milderungs-, Wiederansiedlungs- und Entwicklungsaktionspläne (gegebenenfalls einschließlich der gesamten <b>verhältnismäßigen</b> Ausgleichsmaßnahmen eingesetzt worden? Geben Sie Einzelheiten an: <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Erbringen Sie den Nachweis, dass der Bau des Kraftwerks zu keiner Verschlechterung der Lebensbedingungen der lokalen Anwohner und wieder angesiedelten Familien geführt hat.</li> <li>2. Sind in Beratung mit den betroffenen Gruppen Vereinbarungen über die Ausgleichsmaßnahmen und die Teilung der Vorteile vorgesehen worden?</li> <li>3. Auf welche Normen sind die Maßnahmen gegründet worden? (z.B. nationale oder andere Normen)</li> <li>4. Waren die betroffenen Bevölkerungen mit den gesamten Ausgleichsmaßnahmen zufrieden?</li> <li>5. Vorteile für die betroffenen Bevölkerungen (einzelne Personen und Gemeinschaften): Inwiefern werden die Unterhaltsmittel der betroffenen lokalen und einheimischen Bevölkerungen verbessert?</li> </ol>			
<b>Schlussfolgerungen der validierenden Stelle betreffend die Priorität 5:</b>			
<b>6. Die Beachtung der Normen gewährleisten</b>			
<b>6.1. Maßnahmen im Hinblick auf die Beachtung der Normen</b>			
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Wie wird die Beachtung der einschlägigen Gesetze, Empfehlungen und Vereinbarungen (einschließlich der Wiederansiedlungs- und Ausgleichsvereinbarungen) gewährleistet?</li> <li>2. Sind die Ausgleichsvereinbarungen durch Übereinkommen, Amtshandlungen oder andere Garantien gesetzlich verbindlich?</li> <li>3. Sind die Kosten der Ausgleichsmaßnahmen im Finanzplan mit inbegriffen?</li> <li>4. Betreibt der Projektträger bereits andere Wasserkraftwerke? Wenn ja, sind zwischen dem Projektträger und den betroffenen Parteien bereits Konflikte in Bezug auf die Einrichtung, den Betrieb und die mit diesen Projekten verbundenen Ausgleichsmaßnahmen entstanden? Wenn ja, beschreiben Sie die Gründe des Konflikts und wie diese gelöst wurden.</li> </ol>			
<b>6.2. Kontrolle und Bewertung während der Periode der Bereitstellung der Kredite</b>			
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Beschreiben Sie die Bedingungen, die zur Kontrolle der umweltbezogenen und sozialwirtschaftlichen Auswirkungen des Projekts gestellt wurden.</li> <li>2. Welche Vorkehrungen sind getroffen worden, um sich der Einsetzung und Kontrolle (z.B. unabhängiger Auditor oder unabhängiges Auditorpanel, Selbstaudit, usw.) der zum Zeitpunkt der Validierung noch nicht eingeführten Maßnahmen zu vergewissern?</li> </ol>			

<b>Schlussfolgerungen der validierenden Stelle betreffend die Priorität 6:</b>			
<b>7. Gemeinsame Benutzung der Wasserläufe für den Frieden, die Entwicklung und die Sicherheit</b>			
Hat das Projekt grenzüberschreitende Auswirkungen? – Wenn ja, geben Sie die Vereinbarung(en) zwischen den betroffenen Ländern unter Berücksichtigung der internationalen Empfehlungen bezüglich der grenzüberschreitenden hydraulische Projekte im Einzelnen an und beschreiben Sie, inwiefern dieser Aspekt das Projekt betrifft.			
<b>Schlussfolgerungen der validierenden Stelle betreffend die Priorität 7:</b>			
<b>Bewertung durch die validierende Stelle der Art und Weise, wie das Projekt die sieben in dem Bericht von November 2000 der Weltkommission für Staudämme: «Staudämme und Entwicklung: ein neuer Rahmen zur Entscheidungsfindung» festgelegten strategischen Prioritäten beachtet.</b>			
Name: Funktion:			
Personalien:			
Gesellschaft/validierende Stelle:			
Datum der Validierung des Konformitätsberichts:			

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Juli 2010 über die Zulässigkeitskriterien und das Verfahren zur Genehmigung der Projektaktivitäten im Rahmen der Durchführung der Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Juli 2010

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 2936

[C – 2010/27187]

#### **8 JULI 2010. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de geschiktheitscriteria en de goedkeuringsprocedure voor projectactiviteiten in het kader van de tenuitvoerlegging van de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 juni 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 juli 2010;

Gelet op het advies nr. 47.447/4 van de Raad van State, gegeven op 14 december 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De projectactiviteiten worden volgens de bij dit besluit bepaalde modaliteiten goedgekeurd door het « Agence wallonne de l'air et du climat » (Waals agentschap voor lucht en klimaat), hierna het Agentschap genoemd.

**Art. 2.** § 1. De aanvraag tot goedkeuring wordt per email of per post ingediend. Ze bevat de gegevens opgenomen in bijlage 1.

Bij de aanvraag voegt de aanvrager een bedrag van 364 euro ter betaling van de dossierrechten.

Zodra het Agentschap de aanvraag in ontvangst neemt, bericht het ontvangst aan de aanvrager, met nadere bepaling van de onderzoekstermijn. Het wijst erop dat de aanvraag onderzocht wordt en de termijnen ingaan zodra het dossierrecht geïnd wordt.

§ 2. Het Agentschap spreekt zich uit over het volledige en ontvankelijke karakter van de aanvraag binnen 30 dagen na inning van het dossierrecht. Indien de aanvrager binnen die termijn geen beslissing van het Agentschap heeft ontvangen i.v.m. het volledige en ontvankelijke karakter van de aanvraag, wordt de aanvraag geacht volledig en ontvankelijk te zijn en wordt de procedure voortgezet.

Indien de aanvraag onvolledig is, stuurt het Agentschap de aanvrager de lijst van de ontbrekende stukken toe en benadrukt het dat de procedure weer opgestart wordt op de datum van ontvangst ervan, zonder betaling van een tweede dossierrecht.

De aanvraag wordt onontvankelijk verklaard indien ze niet onder de bevoegdheden van het Gewest valt of niet tot twee keer toe onontvankelijk is verklaard. Die beslissing is niet vatbaar voor het instellen van een beroep volgens de procedure omschreven in artikel 6 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

**Art. 3.** Het Agentschap keurt alleen de projectactiviteiten goed die voldoen aan de onderstaande criteria, overeenkomstig de modaliteiten tot uitvoering van het Protocol van Kyoto vastgelegd bij de Conferentie van de Partijen bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering die als Vergadering van de Partijen fungeert, en Richtlijn 2003/87/EG :

1° de projectactiviteit draagt effectief bij tot de verwezenlijking van de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen van het vooropgestelde gastland;

2° voor de financiering van de overwogen projectactiviteit wordt geen officiële ontwikkelingshulp gebruikt, in het kader van de regels die vastgelegd zijn binnen de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling en overeenkomstig de beslissingen van de raad van bestuur, opgericht op grond van artikel 12 van het Protocol van Kyoto, en van het Comité van toezicht, opgericht op grond van artikel 6 van het Protocol van Kyoto;

3° de deelname van personen aan een projectactiviteit moet stroken met de relevante richtsnoeren, modaliteiten en procedures overeenkomstig het UNFCCC en het Protocol van Kyoto;

4° de overwogen projectactiviteit heeft geen invloed op het vermogen van België om zijn verplichtingen na te komen, aangegaan in het kader van andere internationale overeenkomsten, in het bijzonder voor het behoud van de biodiversiteit, de bestrijding van woestijnvorming en de afbraak van de ozonlaag;

5° de overwogen projectactiviteit brengt rechtstreeks noch onrechtstreeks significante schade toe aan het leefmilieu of aan de gezondheid van de bevolking van een andere Staat dan het land waarin de uitvoering ervan wordt overwogen;

6° de beoogde projectactiviteit mag geen schade berokkenen aan de belangen van België in het kader van zijn diplomatieke en militaire belangen, noch aan de belangen van het Gewest in het kader van zijn buitenlandse betrekkingen;

7° voor elke JI-projectactiviteit worden het referentieniveau en het monitoringplan opgesteld overeenkomstig de richtlijnen uit de besluiten tot uitvoering van het UNFCCC of het Protocol van Kyoto en geverifieerd door een geaccrediteerde onafhankelijke entiteit. Voor projectactiviteiten die overwogen worden op het grondgebied van de Europese Unie of in landen die een toetredingsverdrag met de Europese Unie hebben ondertekend, moet het referentieniveau volledig voldoen aan het communautair acquis, met inbegrip van de tijdelijke ontheffingen als bepaald in dat toetredingsverdrag;

8° een projectactiviteit voor de opwekking van waterkracht met een opwekkingsvermogen van meer dan 20 MW moet voldoen aan de criteria en richtlijnen bedoeld in bijlage 2.

De Minister van Leefmilieu kan bijkomende criteria opleggen voor de goedkeuring van projectactiviteiten.

**Art. 4.** § 1. Onverminderd het volledige en ontvankelijke karakter van de aanvraag, kan het Agentschap, indien het zulks nuttig acht, de aanvrager altijd verzoeken om aanvullende gegevens of stukken die nodig zijn voor de behandeling van het dossier. In dat geval wordt de in § 2 bedoelde termijn van vier maanden verlengd met twee maanden.

§ 2. De beslissing tot goedkeuring van een projectactiviteit wordt aan de aanvrager en aan het secretariaat van de Nationale Klimaatcommissie meegedeeld binnen een termijn van vier maanden, te rekenen van de beslissing meegedeeld i.v.m. het volledige en ontvankelijke karakter van de aanvraag of, zoniet, vanaf de laatste dag toegestaan om die beslissing aan de aanvrager mee te delen.

Bij gebrek aan beslissing tot goedkeuring binnen die termijn wordt de aanvraag geacht te zijn verworpen.

§ 3. Zodra het Agentschap de door de Voorzitter van de Nationale Klimaatcommissie getekende goedkeuringsbrief in ontvangst neemt, maakt het die over aan de aanvrager.

**Art. 5.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 juli 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

## BIJLAGE 1. — Aanvraag tot goedkeuring van een projectactiviteit

## Minimuminhoud van de aanvraag

Voor een CDM- of JI-projectactiviteit bevat de goedkeuringsaanvraag :

- 1° de naam, benaming of firma en de woonplaats van de aanvrager(s) en, desgevallend, van zijn (hun) gevolmachtigde;
- 2° het ontwerp van het projectdocument (PDP) zoals bekendgemaakt door het secretariaat van het UNFCCC;
- 3° een verklaring van de aanvrager waaruit blijkt dat de deelname aan de projectactiviteit volkomen voldoet aan de richtlijnen, uitvoeringsvoorwaarden en procedures, overeenkomstig het UNFCCC, het Protocol van Kyoto en de Waalse regelgeving;
- 4° de goedkeuringsbrief, afgegeven door de aangewezen nationale overheid of het contactpunt van het gastland;
- 5° het rapport betreffende de validatie van de projectactiviteit of het rapport betreffende de bepaling van de projectactiviteit, zoals bekendgemaakt door het secretariaat van het UNFCCC of, wanneer dat rapport nog niet bekendgemaakt is, een tijdelijke versie ervan;
- 6° een schriftelijke verklaring van alle deelnemers aan het project, waaruit blijkt dat de aanvrager aan de lijst van de deelnemers toegevoegd zal worden indien hij niet als deelnemer aan het project voorkomt in het ontwerp van het projectdocument.

Het dossier bevat ook, voor de activiteiten die op het grondgebied van het Waals Gewest uitgevoerd worden, de verbintenis waarbij de aanvrager belooft gedurende de erkenningsperiode de effectieve vermindering van de emissies i.v.m. de projectactiviteit door een derde te laten controleren onder de voorwaarden waarin de Waalse regelgeving voorziet, met melding van :

- 1° de geplande data van de overlegging van de rapporten betreffende de verificatie van de effectieve verminderingen van de emissies i.v.m. de projectactiviteit;
- 2° de geplande data van de aanvragen tot afgifte van de eenheden van emissievermindering i.v.m. de projectactiviteit.

Voor een project in verband met de opwekking van waterkracht met een opwekkingsvermogen van meer dan 20 MW bevat de goedkeuringsaanvraag bovendien een conformiteitsrapport naar het model opgenomen in bijlage 3.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 juli 2010 betreffende de geschiktheidscriteria en de goedkeuringsprocedure voor projectactiviteiten in het kader van de tenuitvoerlegging van de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Namen, 8 juli 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

BIJLAGE 2. — Criteria en richtlijnen in acht te nemen bij de tenuitvoerlegging van projectactiviteiten voor de opwekking van waterkracht met een opwekkingsvermogen van meer dan 20 MW

1. Toepassingsveld

1.1. Dit besluit is van toepassing op alle activiteiten van waterkrachtprojecten met een opwekkingsvermogen van meer dan 20 MW, ongeacht of al dan niet een stuwdam in het project geïmpliceerd is en ongeacht de omvang van de stuwdam.

1.2. Wanneer het Agentschap het project goedkeurt, moet het zich ervan vergewissen dat elk project dat installaties voor de opwekking van waterkracht met een vermogen van meer dan 20 MW impliceert, bij de totstandbrenging ervan aan de bepalingen van dit besluit voldoet.

1.3. In geval van verbeteringen en uitbreidingen van bestaande installaties is dit besluit slechts van toepassing indien de projectactiviteit CMD/JI die het voorwerp van de aanvraag uitmaakt, betrekking heeft op een opwekkingsvermogen van meer dan 20 MW. Het vermogen van de bestaande installaties heeft geen belang. In geval van verbeteringen en uitbreidingen van bestaande installaties is het dus de verbetering of de uitbreiding zelf die 20 MW moet overschrijden, behalve als de bestaande installatie al een CMD/JI project is.

1.4. Dit besluit is van toepassing op de activiteiten van waterkrachtprojecten boven 20 MW, die bestaan uit twee of meer minder omvangrijke projecten die in één enkel project gehergroepeerd zijn overeenkomstig de hergroeperingsregels van de uitvoerende raad van de CMD.

1.5. Indien projectpromotoren verzoeken om de goedkeuring van verschillende kleine activiteiten van waterkrachtprojecten in één enkele DCP, die bij elkaar opgeteld worden tot een gecombineerd vermogen van 20 MW of meer, maar zonder technisch of milieugericht verband tussen elkaar, is dit besluit niet van toepassing.

2. Bewijsvoering van de conformiteit

2.1. De projectactiviteit moet volgens artikel 11b(6) van Richtlijn 2003/87/EG voldoen aan de « relevante internationale criteria en richtlijnen, inclusief die vervat in het rapport van november 2000 van de Wereldcommissie Stuwdammen : « Dams and Development - A new Framework for Decision-Making » ». De richtlijnen van de WCS werden bedacht om de betere praktijken inzake duurzaamheidsbeoordeling weer te geven. Als zodanig kan het WCS-rapport beschouwd worden als een exacte weergave van de « relevante internationale criteria en richtlijnen », onverminderd de mogelijkheid om in de toekomst ook andere relevante internationale criteria en richtlijnen in aanmerking te nemen indien ze gemeenschappelijk aanvaard worden door de Lid-staten.

2.2. De entiteiten die het Agentschap verzoeken om de goedkeuring van een project moeten het bewijs leveren dat het project voldoet aan de voorschriften van dit besluit.

2.3. Om aan te tonen dat een project aan de voorschriften van dit besluit voldoet, moet de promotor ervan naast de documenten voor de goedkeuringsaanvraag een Conformiteitsrapport overleggen.

2.4. Het Conformiteitsrapport (opgesteld op basis van documenten, bezoeken en interviews en naar het Model van conformiteitsrapport in bijlage 3) kan opgemaakt worden door één van de deelnemers aan het project of door een derde voor rekening van de deelnemer (een externe deskundige/adviseur of een aangewezen operationele entiteit (AOE)).

2.5. Het Conformiteitsrapport moet gevalideerd worden door een Aangewezen operationele entiteit (AOE) of een geaccrediteerde onafhankelijke entiteit (GOE) die vergund is voor die bepaalde sectorale toepassing, of een andere bevoegde onafhankelijke derde erkend door het Gewest, hierna « Onafhankelijke validator » genoemd.

2.6. De eindbeslissing i.v.m. de conformiteit van het project wordt door het Agentschap genomen.

2.7. De « totstandbrenging van een project » bestaat uit de volgende fasen :

- evaluatie van de behoeften en alternatieven,
- voorbereiding van het project en
- tenuitvoerlegging van het project.

De kwaliteitsnormen omschreven in het rapport van november 2000 van de Wereldcommissie Stuwdammen (WCS) : « Dams and Development - A new Framework for Decision-Making » kunnen pas in een meer gevorderde fase van de totstandbrenging van het project geverifieerd worden, na evaluatie van de behoeften en alternatieven. Daarom kan een goedkeuringsbrief voor een groot waterkrachtproject zoals bedoeld in dit besluit pas ten vroegste in de voorbereidingsfase van het project afgegeven worden.

2.8. In de tenuitvoerleggingsfase wordt de conformiteit geacht te worden nageleefd wanneer verzachtings- en compensatiemaatregelen tot stand zijn gebracht en gecontroleerd en, voor zover mogelijk, buitenbedrijfstellingsplannen zijn uitgewerkt.

2.9. Wanneer een project zich in een voorbereidings- of tenuitvoerleggingsfase bevindt, kan het Agentschap een goedkeuringsbrief afgeven die gepaard gaat met parallele eisen inzake de controle op de totstandbrenging van de compensatiemaatregelen en andere verbintenissen.

### 3. Inhoud van het « Conformiteitsrapport »

3.1. Het model van conformiteitsrapport opgenomen in bijlage 3 voorziet in een standaard voor de overlegging van de nodige gegevens waaruit blijkt dat de criteria en richtlijnen in acht genomen werden tijdens de totstandbrenging van de projectactiviteiten.

3.2. Het Conformiteitsrapport bevat een verbintenis aangegaan door een Onafhankelijke validatie-entiteit waaruit blijkt dat het project op grond van haar evaluatie voldoet aan de zeven strategische prioriteiten vermeld in het rapport van november 2000 van de Wereldcommissie Stuwdammen : « Dams and Development - A new Framework for Decision-Making ».

3.3. De complexiteit en het detailniveau van het Conformiteitsrapport moeten in verhouding staan tot de schaal van het project en de impacten ervan.

De vereisten i.v.m. de verdiepingsgraad en de omvang van het rapport moeten in verhouding staan tot de kenmerken van bedoeld project. Bijvoorbeeld, een stroomcentraleproject van 20 MW dat geen hervestiging van de bevolking tot gevolg heeft, vergt veel minder aandacht dan een stuwdamproject van 1 000 MW met ruime reservoir en hervestiging van 5 000 personen.

3.4. Het Conformiteitsrapport berust op Hoofdstuk 8 van de aanbevelingen van de WCS, dat bestaat uit zeven strategische prioriteiten van goede praktijk.

3.5. Met het oog op de validatie moet de promotor van het project de Onafhankelijke validator objectieve bewijzen overleggen overeenkomstig de beste auditpraktijken. De beste praktijken voor de voorbereiding van een conformiteitsrapport en de opstelling van een wettelijke conformiteitsverklaring impliceren :

- Interviews en betrokkenheid van het publiek : Voor zover mogelijk moeten interviews georganiseerd worden. De sleuteldocumentatie (bijv. evaluaties sociale impact en leefmilieu) moet bekendgemaakt/ter inzage gelegd worden van de relevante betrokken partijen zoals de eigenaar van het project, de technische adviseurs, de relevante plaatselijke overheden en de getroffen bevolking.

- Onderzoek van de locatie : dit houdt in dat onderzoek gedaan wordt naar de fysische ligging en naar de overige activiteiten i.v.m. de bouw en het beheer van de waterkrachtprojectactiviteit. De onderzoeken van de locatie moeten gevoerd worden ter bevestiging van wat is voorgesteld en goedgekeurd in de documenten van het projectontwerp en van wat na analyse van de documenten door de EOD/PFD/onafhankelijke validatoren in het conformiteitsrapport wordt beweerd.

- Kritisch onderzoek van de documenten : dit is essentieel voor de evaluatie van documenten als :

- de milieueffectbeoordeling,
- elk ander materiaal ter staving van de gegevens opgesomd in afdeling D van het DCP en de goedkeuring door de relevante overheid inzake het leefmilieu;
- de documenten betreffende de planning (bijv. haalbaarheidsstudies);
- de documenten betreffende de evaluatie van de alternatieven;
- de documenten betreffende de raadpleging van de belanghebbende partijen.

3.6. Desgevallend kunnen andere documenten geëist worden, zoals compensatie-, hervestigings-, ontwikkelings- en financieringsplannen. Indien het onmogelijk blijkt om al de vereiste documentatie in te zamelen, is een bezoek van de locatie nodig.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 juli 2010 betreffende de geschiktheitscriteria en de goedkeuringsprocedure voor projectactiviteiten in het kader van de tenuitvoerlegging van de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Namen, 8 juli 2010.

De Minister-President,  
R DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

## BIJLAGE 3. — Conformiteitsrapport betreffende waterkachtprojecten van meer dan 20 MW

## Afdeling 1 — Omschrijving van het project

1. Korte omschrijving van de CDM-projectactiviteit	Invullen
Naam van het project	
Identificatienummer van het project	
Locatie van het project	
Naam van de waterloop	
Datum van overlegging van het conformiteitsrapport	
<b>1.1. Projectgebied</b>	
1. Beschrijving van het stroomgebied : - Politieke en administratieve grenzen Gemeenschappen die in het gebied gevestigd zijn - Voornaamste landinrichtingsschema's - Bestaande en voorziene wijzigingen van het rivierdebiet - Gemiddelde jaarlijkse afvoer (m <sup>3</sup> )	
2. Gemiddeld jaarlijks rivierdebiet (m <sup>3</sup> /s)	
3. Gemiddelde jaarlijkse afvoer voor en na de tenuitvoerlegging van het project (m <sup>3</sup> )	
4. Korte opsomming van de impacten die andere hydraulische projecten op het stroomgebied hebben gehad binnen een straal van 50 km (geen impact, impact, aanzienlijke impact te wijten aan andere activiteiten).	
5. Omschrijving van de ecologische waarde van de omgeving (bossen, bouwland, braakland, locaties die deel uitmaken van het cultureel erfgoed, enz.)	
<b>1.2. Projectgebonden activiteiten</b>	
1. Type waterinfrastructuur (bijv. spaarbekken, doorstroom, enz.)	
2. Verwante infrastructuur gebouwd in het kader van het project (bijv. wegen, transmissielijnen, bruggen)	
3. Geïnstalleerd opwekkingsvermogen (MW)	
4. Belastingfactor	
5. Gemiddelde jaarlijkse energieproductie (MWu)	
6. Welke rol speelt het project in de nationale/regionale stroomvoorziening (basislast, pieklast, load balancing' voor het net, ondersteuning van intermitterende hernieuwbare energiebronnen, enz.) ?	
7. Geraamd jaarlijks emissiereductiepotentieel (tCO <sub>2</sub> e)	
8. In welke fase bevindt de bouw van het project zich op het moment van deze aanvraag ?	
9. Welke andere directe doelstellingen heeft het project (irrigatie, hoogwaterbeheersing, wateropslag voor bescherming tegen droogte, watergebonden transport, recreatieve voorzieningen, aquacultuur, industriële en gemeentelijke watervoorziening, enz.) ?	
<b>1.3. Projectcomponenten Waterdebiet : structuren en veranderingen</b>	
1. Productievermogen-ondergelopen gebied (W/m <sup>2</sup> )	
2. Detentiestructuur (in voorkomend geval)	
3. Type waterafleidingen	
4. Lengte van de afleidingen	
5. Type waterinlaat	
6. Stuwbecken (in voorkomend geval)	
7. Hoogte van de stuwdam (vanaf de funderingen)	
8. Kruinlengte	
9. Oppervlakte van het stuwbecken bij gemiddelde waterstand	
10. Totale capaciteit van het stuwbecken (m <sup>3</sup> )	
11. Stuwlengte	
12. Totaal ondergelopen gebied	



1. Korte omschrijving van de CDM-projectactiviteit	Invullen
13. Ondergelopen woongebied	
14. Ondergelopen landbouwgebied/grasland	
15. Aantal ontheemde inwoners	
16. Productievermogen/ondergelopen gebied (W/m <sup>2</sup> )	

*Afdeling 2. — Evaluatie van de conformiteit met de WCD-criteria*

Gelieve op dit formulier een volledige uitleg te geven bij elk onderwerp. Indien een criterium niet relevant is voor het project, gelieve uit te leggen waarom.

CRITERIA			
1. Winnen van publieke aanvaarding	Omschrijving	Bronnen (1)	Evaluatie door de validator
<p><b>1.1. Overleg met de belanghebbenden</b></p> <p>1. Beschrijf hoe de desbetreffend belanghebbenden werden geïdentificeerd.</p> <p>2. Behoren sommige van deze mensen tot minderheidsgroepen, in het bijzonder inheemse volkeren, en zo ja, welke bijzondere inspanningen werden geleverd om hun behoeften te bepalen en te vervullen?</p> <p>3. Hoeveel mensen moeten worden hervestigd ten gevolge van het project?</p> <p>4. Hervestigde mensen/jaarlijkse energieproductie (aantal/GWu).</p> <p>5. Hoeveel mensen zijn op een andere manier getroffen door het project (bijvoorbeeld door het verlies van grond, een verminderde productiviteit van vissen of jagen, enz.)?</p>			
<p>(1) Bijv. : procesdocumentatie, identificatie van belanghebbenden en thema's, overlegstrategieën, programmering van middelen, vergoedingsplannen, tijdschema's, informatieuitwisseling, schriftelijke overeenkomsten met belanghebbenden, verslagen van interviews, resultaten van enquêtes/opiniepeilingen, notulen van vergaderingen van het Forum van Belanghebbenden, projectdocumentatie, milieueffectbeoordelingen, documenten in verband met lokale ruimtelijke ordening, toelatingen en goedkeuringen van de regering en plaatselijke overheden, beschrijving van gebruikte methodologie, ontmantelingsplannen (indien nodig), andere relevante milieueffectstudies en sociale effectenstudies, enz.</p>			

<b>CRITERIA</b>			
<b>1. Winnen van publieke aanvaarding</b>	<b>Omschrijving</b>	<b>Bronnen (1)</b>	<b>Evaluatie door de validator</b>
<p>6. Beschrijf hoe de getroffen plaatselijke bevolking en de andere betrokken belanghebbenden geïnformeerd zijn en betrokken zijn bij het besluitvormingsproces betreffende de bouw van de energiecentrale.</p> <p>7. Beschrijf hoe de getroffen plaatselijke bevolking en de betrokken belanghebbenden geïnformeerd zijn over de effecten van het project op hun levenskwaliteit.</p> <p>8. Hoe hebben de getroffen plaatselijke en inheemse gemeenschappen deelgenomen aan het besluitvormingsproces ?</p> <p>9. Hoe zullen de economische en sociale gevolgen van het project voor de getroffen plaatselijke bevolkingen, de inheemse bevolkingen en/of de andere partijen die bij het project betrokken zijn ten laste genomen worden ?</p> <p>10. In welke mate zijn de compensatieregelingen in overeenstemming met de vastgestelde behoeften en rechten van de belanghebbenden die stroomopwaarts of stroomafwaarts negatieve effecten ondervinden van het project ?</p> <p>11. Un Forum de Stakeholders a-t-il été organisé avec une large participation des communautés locales (sur base du droit coutumier et national) ? Décrivez le processus et son résultat, ainsi que la réponse du promoteur du projet, des autorités locales et nationales ?</p>			
<p><b>1.2. Transparantie</b></p> <p>1. Werd de belangrijkste documentatie over het project (bijvoorbeeld sociale en milieueffectstudies) openbaar gemaakt alvorens de beslissing werd genomen om met de bouw te beginnen ?</p> <p>2. Onder welke vorm werden de projectdocumenten ter beschikking gesteld van de belanghebbenden ?</p> <p>Was het de oorspronkelijke milieueffectbeoordeling of was het in een andere vorm, zoals bijvoorbeeld een samenvatting van de positieve en negatieve effecten van het hydrologisch bouwwerk ?</p> <p>3. Hoeveel van het totaal aantal belanghebbenden hebben toegang gehad tot de belangrijkste documenten en werden er actief bij betrokken ?</p> <p>4. Bestaat er een onderhandelde overeenkomst tussen de belanghebbenden en de projecteigenaar(s) ? Indien ja, is deze overeenkomst algemeen beschikbaar ?</p>			
<b>Conclusies van de validator met betrekking tot Prioriteit 1 :</b>			
<b>2. Uitgebreide evaluatie van de opties</b>			

<p><b>2.1 Behoeften</b></p> <p>1. Welke prioriteit wordt gegeven aan waterkracht in de <b>nationale ontwikkelings- of energieplannen</b> (bijvoorbeeld relevante regeringsbeslissingen) ?</p> <p>2. Welke behoefte aan waterkracht bestaat er op regionaal en lokaal niveau ?</p> <p>3. Welke zijn de regionale/nationale voorzieningsbehoeften van het elektrische systeem (hernieuwbare basislast, pieklast of load balancing van het net, ondersteuning van intermitterende hernieuwbare energiebronnen) ?</p> <p>4. Beschrijf de waarborgen voor een billijke toegang tot de watervoorraden. Hoe dragen waterkrachtprojecten bij tot een efficiënt beheer van de watervoorraden ?</p> <p>5. Biedt dit waterkrachtproject financiële stimulanzen om een veelzijdig project te ontwikkelen ?</p>	a		
<p><b>2.2. Alternatieven</b></p> <p>1. Beschrijf de studie van de alternatieven voor het project die in overweging zijn genomen (met inbegrip van de details van de haalbaarheidsstudies en de analyse van de 'niets-doen-optie' die is uitgevoerd).</p> <p>2. Zijn de belanghebbenden betrokken bij de bepaling van de opties ? Beschrijf de procedure en het resultaat van deze betrokkenheid.</p> <p>3. Welke zijn de voornaamste redenen voor de keuze van het project en de locatie (sociaal, ecologisch, economisch en technisch) ?</p> <p>4. Welke zijn de gevolgen van de 'nietsdoen-optie' voor de plaatselijke en globale omgeving ?</p> <p>5. Beschrijf - op het niveau van de projectbeoordeling - de projectvarianten en soorten technologie die in overweging zijn genomen in vergelijking met de gekozen optie.</p>			
<b>Conclusies van de validator met betrekking tot Prioriteit 2 :</b>			
<p><b>3. Aanpak van bestaande dammen/waterkrachtprojecten</b></p>			
<p>1. Gelieve voor waterkrachtprojecten met dammen de nationale vereisten en procedures voor monitoring en verslaggeving te beschrijven voor wat de volgende zaken betreft :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- noodwaarschuwing,</li> <li>- sedimentbeheer,</li> <li>- veiligheidssysteem,</li> <li>- onderhoudssysteem,</li> <li>- milieueffecten,</li> <li>- sociale effecten,</li> <li>- toepassing van compensatieregelingen.</li> </ul> <p>2. Geef, voor projecten zonder dammen, de details van de continue monitoring van het project (milieu en kwaliteitswaarborg).</p> <p>3. Hoe zijn relevante onopgeloste sociale en milieukwesties van bestaande dammen/waterkrachtprojecten in het stroomgebied aangepakt ?</p> <p>4. Is er een nationale regelgeving gehandhaafd voor de bestaande dammen, en welke conclusies kunnen worden getrokken wat conformiteit betreft ?</p> <p>5. Zullen de toegepaste veiligheidsmaatregelen en evacuatieplannen door een onafhankelijk orgaan worden gecontroleerd ?</p>			
<p>6. Voorzieningen voor onderhoud en ontmanteling</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Welke voorzieningen zijn getroffen voor het onderhoud en de herinrichting (bijvoorbeeld een fonds voor onderhoud en herinrichting) ?</li> </ul>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Welke regelingen zijn getroffen voor de ontmanteling op het einde van de levensduur van de centrale, indien voorhanden (zoals een fonds bestemd voor de ontmanteling) ?</li> </ul>			

- Beschrijf de voorzieningen voor het verlagen van het waterpeil in noodsituaties en voor de ontmanteling; - Zijn ze voldoende flexibel om te voldoen aan de veranderende toekomstige behoeften en waarden, waaronder de behoeften van het ecosysteem en het herstel van het ecosysteem (Richtsnoer 12) ?			
- Worden in de vergunning voor de projectontwikkeling de verantwoordelijkheid en de mechanismen voor de financiering van de ontmantelingskosten beschreven ?			
- Beschrijf de economische, ecologische, sociale en politieke factoren die tegen een toekomstige ontmanteling kunnen ingaan, indien dit als de beste oplossing is erkend.			
<b>Conclusies van de validator met betrekking tot Prioriteit 3 :</b>			
<b>4. Instandhouding van rivieren en bestaansmiddelen</b>			
<b>4.1. Verhouding van het watergebruik(2)</b>			
Verhouding van het watergebruik (verhouding van natuurlijk debiet, landbouwwater, bedrijfswater, water voor huishoudelijk gebruik...) met inbegrip van :			
(2) Verhouding van het watergebruik – een milieu-indicator die verwijst naar de opname van water voor irrigatie, de industrie, huishoudelijk gebruik. Een verhouding van 25 % of meer wijst over het algemeen op een belasting van het water. Activiteiten waarvoor veel water nodig is hebben een ernstige invloed op de kwantiteit ervan en bijgevolg ook op de beschikbaarheid van watervoorraden. Sommige van deze drijvende krachten zijn verstedelijking, industrie en landbouwproductie. De toename in ondoordringbare oppervlakte leidt tot een verminderde waterdoorsijpeling en een aanvulling van de watervoerende laag.			
1. bevolking van het stroomgebied (106 inwoners); 2. natuurlijk gemiddeld debiet (km <sup>3</sup> /jaar); 3. vraag (km <sup>3</sup> /jaar); 4. verhouding van het watergebruik (%); 5. vergelijking van vraag naar water met natuurlijk gemiddeld debiet; 6. reservoircapaciteit (km <sup>3</sup> ); 7. jaarlijks waterverbruik volgens type van gebruiker (hm <sup>3</sup> /jaar) : landbouwgebruik, huishoudelijk gebruik, industrieel gebruik			
<b>4.2 Effectbeoordeling</b> ( <i>Opmerking : zowel positieve als negatieve effecten moeten hier worden vermeld.</i> ) Welke effectbeoordelingen zijn uitgevoerd en op welke regelgeving werden ze gebaseerd ? Beschrijf de belangrijkste effecten in elk van de volgende categorieën en de mitigatiemaatregelen voor negatieve effecten.			
<b>4.2.1. Milieueffecten</b> Beschrijf de milieueffecten van het project met inbegrip van de impact op de waterkwaliteit/temperatuur, zuurstof, enz., bodem, luchtkwaliteit, BKG-emissies, biodiversiteit, leefgebieden, risico op erosie door overstroming, enz.			
<b>4.2.2. Beoordeling van de environmental flow'</b> ( <i>De environmental flow is een deel van het oorspronkelijke afvoerregime dat door de rivier moet blijven stromen om een bepaald van tevoren vastgesteld doel te bereiken.</i> ) 1. Beschrijf hoe het milieuvriendelijke minimale debiet is bepaald.			
2. Beschrijf de maatregelen die zijn genomen om de impact van het verminderde debiet in de getroffen rivier te minimaliseren.			
3. Beschrijf de maatregelen die zijn genomen om de ecosystemen, productieve visserij en andere aquaculturen stroomopwaarts en stroomafwaarts in stand te houden.			

4. Beschrijf de activiteiten die de projectontwikkelaar zal ondernemen vooraleer het land onder water wordt gezet (bijvoorbeeld het verwijderen van begroeiing of andere voorbereidingen).			
5. Beschrijf alle andere compensatiemaatregelen met betrekking tot de milieueffecten van het project.			
<b>4.2.3. Sociale effectbeoordeling</b>			
1. Beschrijf de sociale effecten van het project (waaronder hervestiging, effecten op ander grond- of riviergebruik zoals vissen, landbouw, jagen en het gebruik van andere vormen van natuurlijke rijkdommen en waaronder voordelen voor individuen en gemeenschappen).			
2. Beschrijf alle vastgestelde effecten op de gezondheid ten gevolge van het project.			
3. Beschrijf de effecten op het religieuze en culturele erfgoed.			
4. Beschrijf de aansprakelijkheidsbepalingen die de uitvoering van de geplande maatregelen waarborgt.			
5. Is het project op een verantwoorde manier gepland zodat bestaansmiddelen en het milieu behouden blijven ?			
<b>4.3 Cumulatieve effecten</b>			
Beschrijf de cumulatieve effecten van alle hydrologische constructies die in het stroomgebied bestaan aan de hand van variabelen zoals : 1. debietregime 2. waterhoeveelheid 3. productiviteit, 4. waterkwaliteit en soortensamenstelling van de verschillende rivieren in hetzelfde stroomgebied			
<b>Conclusies van de validator met betrekking tot Prioriteit 4 :</b>			
<b>5. Erkenning van rechten en deling van voordelen</b>			
Zijn er actieplannen voor mitigatie, hervestiging en ontwikkeling voorhanden (indien van toepassing – waaronder <b>evenredige</b> compensatiepakketten) ? Geef details : 1. Toon aan dat de bouw van de installatie niet geleid heeft tot een verslechtering van de leefomstandigheden van de plaatselijke bewoners en hervestigde gezinnen. 2. Werden compensatieregelingen en overeenkomsten inzake deling van de voordelen gepland in overleg met de getroffen groepen ? 3. Op welke normen zijn deze maatregelen gebaseerd (bijvoorbeeld nationale normen of andere) ? 4. Waren de getroffen mensen tevreden met de compensatieregelingen ? 5. Voordelen voor de getroffen mensen (individuen en gemeenschappen) : op welke manier zullen de bestaansmiddelen van de getroffen plaatselijke en inheemse bevolking verbeteren ten gevolge van het project ?			
<b>Conclusies van de validator met betrekking tot Prioriteit 5 :</b>			
<b>6. Conformiteit verzekeren</b>			
<b>6.1. Conformiteitsmaatregelen :</b>			
1. Welke actie zal worden ondernomen om ervoor te zorgen dat aan de relevante wetten, regelingen, aanbevelingen en overeenkomsten (met inbegrip van hervestiging en compensatieregelingen) en aanbevelingen zal worden voldaan ? 2. Zijn de compensatieregelingen wettelijk bindend – via verdragen, administratieve regelingen of andere waarborgen ? 3. Is de kost van het compensatiepakket opgenomen in het financiële plan ?			

4. Baat de projectontwikkelaar reeds andere waterkrachtcentrales uit ? Indien ja, zijn er conflicten geweest tussen de projectontwikkelaar en de belanghebbenden over de ontwikkeling, de exploitatie en de compensatiemaatregelen met betrekking tot deze projecten ? Indien ja, beschrijf de oorzaak van het conflict en hoe het werd opgelost.			
<b>6.2. Opvolging en evaluatie tijdens de kredietperiode :</b> 1. Beschrijf de criteria die gelden voor de opvolging en evaluatie van de milieu- en socio-economische effecten van het project. 2. Welke voorzieningen zijn getroffen om ervoor te zorgen dat alle maatregelen die nog niet zijn uitgevoerd op het moment van de validatie zullen worden genomen, zoals aangewezen, en worden opgevolgd (bijvoorbeeld door een onafhankelijk controlecomité of controleur of via zelfcontrole enz.) ?			
<b>Conclusies van de validator met betrekking tot Prioriteit 6 :</b>			
<b>7. Rivieren delen voor vrede, ontwikkelingen veiligheid</b>			
Heeft het project grensoverschrijdende effecten ? Indien ja, geef de details van de regelingen(en) tussen de getroffen landen, met inachtneming van de internationale aanbevelingen voor grensoverschrijdende waterprojecten en beschrijf hoe deze het project beïnvloeden.			
<b>Conclusies van de validator met betrekking tot Prioriteit 7 :</b>			
<b>Beoordeling van de validator over hoe het project aan de zeven strategische prioriteiten voldoet die in het in november 2000 uitgebrachte verslag van de Wereldcommissie Stuwdammen « Dams and Development – A New Framework for Decision-Making » zijn beschreven</b> Naam : Functie : Contactgegevens : Bedrijf/validerende entiteit : Datum van validatie van het conformiteitsrapport :			

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 juli 2010 betreffende de geschiktheidscriteria en de goedkeuringsprocedure voor projectactiviteiten in het kader van de tenuitvoerlegging van de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Namen, 8 juli 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY